l'Humanité Rouge

ORGANE CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE MARXISTE LENINISTE

Bimensuel n° 1 (99 (72) Nouvelle série Du 5 au 19 mars 1980 4 F

EXCLUSIF :
interview de
Mme Ieng Thirith.
«La situation militaire au Cambodge»
voir page 21

ALERTE !

Les libertés sont en danger



SOUSCRIPTION

Total précédent		35966 F
Sup. à Abt Bim ; C Y J	Grenoble	16 F
Une sympathisante qui trouve le bimensuel en amélioration	Clermont-F.	56 F
Jambon vendu en souscr.	"	10 F
Deux camarades	"	34 F
Cellules du P.C.M.L.		
Paul Lafargue	Centre	530 F
Julien Hapiot	Montargis	150 F
.....	Chartres	2020 F
.....	Orléans	340 F
.....	Sarthe/ Mayenne	1800 F
Sup. à abt bimensuel	Paris	28 F
Cellules du P.C.M.L.	Etang/ Berre	400 F
G. Perri		100 F
P. Martora		106 F
	Avignon	100 F
	Rhône/ Alpes	2 000 F
	Angers	600 F
E. Varlin		9 00 F
Vétérans		100 F
	Paris	80 F

Nouveau total au 29 février 1980 : 45 452 F

ABONNEMENT BIMENSUEL

	Pli ouvert	abt de soutien	pli fermé
1 mois	8 F	15 F	15 F
3 mois	24 F	45 F	45 F
6 mois	48 F	90 F	90 F
1 an	96 F	180 F	180 F

BIMENSUEL PAYSAN:

La FAUCILLE n° 95 est parue

La Faucille

L'argent avant tout

Contre la loi d'orientation

Jugement scandaleux

Un salon pour l'agriculture de compétition

Campagne de La Faucille

«Un nouvel abonné par lecteur»

– Passez vos commandes –

Rédaction-Administration :
BP 201 75926 PARIS cedex 19
Tarifs abonnements :
Un an : 30 F Six mois : 15 F
Règlements :
La Faucille CCP 24 991 02 W Paris.

A la une : Plogoff.

Un habitant du Cap Sizun, menottes aux poings, embarqué manu militari par les forces de répression. Une manière comme une autre d'imposer son point de vue.

PETITE NOTE A L'USAGE DES CORRESPONDANTS

Pour chaque article, envoyé par la poste ou téléphoné, destiné à *l'Humanité Rouge bimensuel* le préciser afin qu'il soit remis aux camarades chargés de cette tâche.

Même chose pour *La Faucille* et le *Quotidien du peuple*.

La rédaction

l'Humanité Rouge

ORGANE CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE MARXISTE-LÉNINISTE

Sommaire



Directeur politique : Jacques Jurquet. *Rédacteur en chef :* Pierre Burnand. *Rédacteurs : Intérieur :* Joël Fabien, Catherine Lemaire, Nathalie Villotiers, Charles Malloire, Serge Gallois. *International :* Serge Forest, Evelyne Le Guen. *Culturel :* Estelle Delmas, Bob Regard, Michel David *et pour les dessins :* Sylvestre. *Collaborateurs :* Rémi Dainville, Hervé Dastar. *Secrétaire de rédaction :* Claude Dhallin. *Administration :* Henri Bernard, Sophie Rezt. *Imprimerie La Nouvelle. Directeur de publication :* André Druesne.

L'Humanité Rouge B.P. 201 - 75926 Paris Cedex 19. C.C.P. : 3022672 D La Source. Commission paritaire n° 57952. Dépôt légal 1er trimestre 1980. Directeur de publication : André Druesne. Imprimerie La Nouvelle.

21 FEVRIER

A MONTPELLIER

Jeudi 21 février, le Comité de parti de Montpellier du P.C.M.L., organisait un meeting débat contre l'agression russe en afghanistan, auquel Camille Granot, membre du Comité central, participait. Différentes organisations d'étudiants (Iraniens, Centrafricains, Comoriens...) et le Comité des patriotes cambodgiens soutenaient ce meeting.

A la tribune, le représentant des organisations d'étudiants étrangers prit la parole, puis ce fut le tour de Camille Granot et ensuite fut projeté un montage diapo sur la résistance afghane.

Le débat qui a duré plus d'une heure a été particulièrement animé, les questions étant : l'intervention russe n'était-elle pas légitime face à l'emprise américaine au Pakistan (existence de plusieurs bases). Qui soutient la résistance afghane ? Pourquoi boycotter les Jeux olympiques quand ils représentent des sacrifices énormes pour de nombreux sportifs ?

A propos du danger américain au Pakistan, il faut être clair et savoir que depuis plus de deux ans, il n'y avait pas d'armement qui arrivait au Pakistan , que le redéploiement américain dans la région date de janvier 1980, soit après l'agression russe en Afghanistan.

Quant à la résistance afghane que notre parti soutient, son caractère religieux, islamique, n'est pas un élément qui guide ou non notre soutien. Notre parti soutient le peuple afghan dans sa lutte pour son indépendance.

Enfin un des thèmes abordés fut celui de notre position sur les jeux olympiques de Moscou : le boycott. Partant du fait que les Jeux olympiques sont pour Brejnev une opération de prestige comme en 1936 pour Hitler, notre point de vue est que pour marquer notre refus de la politique expansioniste de Brejnev, un des moyens est le refus de se rendre aux Jeux olympiques.

Pour la centaine de personnes présentes ce soir-là et pour tous les camarades, ce débat fut très enrichissant.

Correspondante



Montpellier : 100 personnes et un débat enrichissant.

A ORLEANS

Cette journée du 21 février fut marquée par deux initiatives. La première fut la distribution d'un tract sur différentes boites de l'agglomération : « *danger de guerre... une réalité* ». En soirée était organisée une conférence de presse sur le thème de la guerre.

Après avoir exposé la situation internationale caractérisée par une rivalité accrue des deux superpuissances, une offensive grandissante du social-impérialime russe, entraînant une intensification des dangers du guerre dans lemonde, la camarade qui animait la conférence expliqua le sens de l'initiative prise cette année.

Autrefois, cette journée avait un caractère large anti-impérialiste. Aujourd'hui, elle est oubliée par un certain nombre d'organisations, dont le P.C.F.

La cible choisie cette année se trouve être l'U.R.S.S. En effet, sans oublier l'impérialisme U.S. que nous avons dénoncé notamment lors de son agression contre le VIETNAM et que nous dénonçons à chaque fois qu'il le faut, l'U.R.S.S. aujourd'hui, tout en se cachant sous le masque du socialisme, est à l'offensive dans l'aggravation de la tension internationale.

Marc Poulain

ALERTE!

Les libertés sont en danger

– 75 nationalistes corses croupissent dans les prisons françaises. 30 d'entre eux sont emprisonnés depuis les événements de Bastélica. Leur « crime » est d'avoir mis à jour les activités terroristes de l'officine para-gouvernementale « Francia ». Les autres avaient été l'objet de lourdes condamnations lors de précédents procès. Leur « crime » : s'être dressés contre la politique capitaliste qui a ruiné la Corse et contraint son peuple à l'exil. Leur emprisonnement, s'il provoque en Corse une indignation populaire de plus en plus vive, est méconnu en France même. Il faut que cela se sache : OUI, IL Y A AUJOURD'HUI EN FRANCE DES PRISONNIERS POLITIQUES !

Corses mais aussi Bretons, dont certains ont été condamnés à de lourdes peines et dont d'autres attendent un procès. Face à cela deux exigences s'imposent : la libération de tous les prisonniers politiques et l'amnistie générale.

– Dans le même temps, on assiste à une recrudescence des crimes et des violences racistes à l'encontre d'immigrés. A Valenton et à Vitry, deux jeunes arabes ont été tués, l'un par un flic, l'autre par un gardin d'immeuble. Les tueurs ont visé froidement à la tête. Il ne se passe guère de jours sans que l'ont ait l'écho de violences racistes, notamment dans des commissariats. Bavures ? Non, produit d'une politique. Car, en même temps, on assiste à la mise en œuvre des lois Bonnet-Stoléru. Il ne se passe guère de jour non plus sans que l'on ait l'écho de mesures d'expulsions prises contre des immigrés, accusés de « troubler l'ordre public ». Des luttes ont lieu contre ces exactions racistes et ces expulsions, notamment de la part des étudiants, à Nantes, à Angers, à Brest. Elles montrent la voie : exiger l'abrogation des lois racistes.

– Dans les entreprises, la répression anti-syndicale, pratique courante du patronat, prend une certaine ampleur. Dans la dernière période on se rappelle le suicide de ce délégué C.G.T. de Peugeot poussé à la mort par les brimades du patronat. On se souvient de ce travailleur immigré atteint d'une balle tirée par un commando anti-grève. On se rappelle également la tentative de la direction de la S.N.I.A.S. visant à interdire la grève dans l'entreprise. Ces faits permettent de dire que la C.G.T. a eu raison d'engager une campagne contre les atteintes aux libertés dans les entreprises. Atteintes d'autant plus manifestes qu'elles s'accompagnent d'une mesure scandaleuses : l'interdiction du droit d'antenne pour la C.G.T. Mais une telle campagne ne sera porteuse de fruits que si elle s'accompagne de la recherche de l'unité d'action avec la C.F.D.T.

– A Plogoff, toute une population vit aujourd'hui à l'heure de l'occupation policière, doit faire face aux violences et aux provocations des gendarmes mobiles. Des habitants ont été condamnés à de lourdes peines de prison fermes pour avoir protesté contre la présence de ces troupes d'occupation. Là aussi, les libertés sont gravement menacées. Voilà une population et ses élus qui refusent l'installation d'une centrale nucléaire, qui refusent de se prêter à un simulacre d'enquête d'utilité publique. La réponse du pouvoir : la violence policière et la prison. A Plogoff, il faut choisir son camp et ceux qui dans « l'Humanité » se taisent sur les condamnations et les violences policières tout en qualifiant de « provocateurs » les habitants ont choisi le leur.

– A ce tableau il faut ajouter d'autres mesures qui constituent de graves atteintes aux libertés politiques. Depuis le début de cette année le droit d'affichage est réglementée et interdit en dehors d'emplacements réservés à cet effet. Des amendes seront infligées en cas de non-respect de ces dispositions. Où est la liberté d'expression ? Enfin, de nouveaux obstacles viennent d'être dressés pour empêcher les « petits candidats » de pouvoir se présenter aux élections présidentielles. Seuls les candidats dépassant la barre des 5% verront leurs frais remboursés par la somme forfaitaire de 25 000 F. Barrage par l'argent donc, mais il faudra également, pour pouvoir être candidat, recueillir 500 signatures de députés, sénateurs, etc... dans trente départements au moins. Les « parrains » devront demander eux-mêmes des formulaires délivrés par le ministère de l'intérieur, leurs noms seront publiés et le début du rassemblement des signatures ne pourra avoir lieu que 2 mois avant l'élection. Autant de mesures qui reviennent à interdire aux candidats autres que ceux des 4 grands partis de pouvoir se présenter. Où est le droit d'élire et d'être élu ? L'ensemble de ces faits, témoignent, dans les domaines divers, d'une attaque d'ampleur contre les libertés. Ils correspondent à une attaque plus générale contre les conditions de vie de la classe ouvrière et du peuple. Ils ont pour but d'imposer cette politique.

Agir, dans l'unité la plus large, pour y faire face est une des nécessités actuelles les plus impérieuses.

P. BURNAND

MEETING DE L'UPC A PARIS



Libération immédiate de tous les emprisonnés politiques corses

Près de 100 des siens emprisonnés, un pays sous la botte des forces de répression, voilà ce que connait la Corse aujourd'hui. Les insultes et les mensonges de Bonnet (ministre des « bavures ») viennent se rajouter au véritable état de siège qui enserre la Corse.

C'est cela qui a été crié bien haut lors du meeting qui s'est tenu à Paris dernièrement. Nous devons unir nos voix à celles des militants corses pour dénoncer la répression et exiger la libération de tous les emprisonnés.

La déclaration des emprisonnés

Nationalistes corses détenus par la Cour de sûreté de l'Etat pour notre présence à BASTELICA ou à l'Hôtel Fesch, nous sommes conscients d'être emprisonnés depuis un mois pour permettre au pouvoir de tenter d'échapper à la responsabilité exclusive qu'il porte dans la tragédie du 9 janvier à AJACCIO.

L'interception d'un commando surarmé de FRANCIA — filiale du S.A.C., couverte par le régime giscardien — venu le 6 janvier à BASTELICA pour abattre ou enlever Marcel LORENZONI, la neutralisation sans violence des hommes de ce commando dans la salle du Foyer rural de BASTELICA, en présence du maire de la commune, d'un capitaine de gendarmerie et de différentes personnalités officielles, en attendant la dénonciation publique de leurs forfaits le surlendemain et leur remise entre les mains de la justice, constituent des actes ordinaires de légitime défense. S'ils relèvent d'un article du Code, ce ne peut être que de l'article 63 du Code pénal qui fait obligation, à tout citoyen, d'empêcher les crimes quand il le peut, par son action immédiate.

L'information ouverte contre FRANCIA et les aveux de Pierre Bertolini, enregistrés en présence du procureur de la République par le chef de la Police judiciaire en Corse, confirment, sans contestation possible, le bien-fondé de l'action du Collectif nationaliste de Bastelica, action qu'il a menée de bout en bout, de Bastelica à l'Hôtel Fesch, sans la moindre violence, en dépit de l'intervention d'un dispositif policier et militaire de provocation et d'agression.

Le peuple corse l'a parfaitement compris, lui, qui après plusieurs manifestations d'unité et de solidarité, a montré massivement, le 26 janvier à Ajaccio, à l'appel du Collectif des 44 organisations démocratiques, sa volonté de voir libérer tous les patriotes corses victimes de la répression, véritables otages du colonialisme.

Le pouvoir, cependant, persiste dans son attitude de mépris des Droits de l'Homme, et de la volonté populaire. Malgré le vide total des dossiers, nous restons en prison. Pour faire valoir nos droits à la véritable justice, nous avons donc décidé d'utiliser les seules armes qui nous restent : la grève de la faim et le refus de comparaitre pour une instruction qui ne peut plus être qu'un simulacre.

Notre sort est désormais entre les mains du peuple corse. Nous savons que nous pouvons compter sûr sa solidarité effective dans la terrible épreuve que nous affrontons. Nous l'appelons fraternellement à manifester cette solidarité dans l'unité la plus large : l'engagement pacifique mais irréversible du peuple corse assurera le triomphe de la seule revendication qui ne souffre pas de répit : LIBERTA.

LES EMPRISONNES DE BASTELICA ET DE L'HOTEL FESCH.

Jeudi 28 février, un important meeting organisé par l'U.P.C. s'est tenu à Paris, salle de la municipalité. Plusieurs personnalités représentatives de la lutte du peuple corse sont intervenus. Citons entre autre, Edmond Siméoni, Xavier Belgorede, secrétaire général de l'U.P.C., Lucien Felli, porte parole pour l'extérieur, le professeur Matté et un responsable du comité parisien de soutien aux emprisonnés.

Le but de ce meeting : « *informer totalement les Corses « exilés » sur les tenants et aboutissants d'une situation que le blocage du pouvoir et la volonté d'hommes comme Riolacci* (préfet de région) *et Bonnet* (ministre de la répression de l'Etat français) *rendent chaque jour plus dangereuse.* »

C'est devant une salle comble (près de 3 000 personnes) que les orateurs intervinrent tour à tour pour dénoncer la politique d'intégration et de répression de l'Etat français aidé par ses valets corses. Dans chaque discours revenait, comme un leimotiv, les quatre points, les quatres exigences du peuple corse devrait-on dire :

— libération immédiate de tous les prisonniers politiques corses

— dissolution de la Cour de Sûreté de l'Etat

— arrestation des barbouzes et dissolution du groupe fasciste « Francia »

— retrait immédiat de toutes les forces de répression stationnées dans l'île.

Sur ces quatre points, exigences légitimes s'il en fut, 44 organisations démocratiques ont créé un collectif.

Tandis que près de 100 militants corses croupissent dans les géôles de l'Etat français, tandis que 36 d'entre eux continuent une grève de la faim qui dure depuis plus de 20 jours à l'heure où nous écrivons ces lignes, le groupe fasciste « *Francia* » continue à parader, il a même des exigences, telles que : « *Interdiction du journal subversif Arriti* » (organe de l'U.P.C.) et diverses autre « *revendications* » du même ordre qui visent à museler le peuple corse. Ce groupe, protégé par Bonnet et consort, sait qu'il peut agir en toute impunité, commettre des attentats et assassiner. Sauf quand leurs sbires tombent entre les mains de ceux qu'ils agressent depuis 75.

Cette « *pustule* » (le groupe « *Francia* ») qui envenime le climat en Corse ne suffit pas. Le pouvoir maintient un véritable état de siège dans l'île, C.R.S., gardes mobiles, et la tristement célèbre légion étrangère toujours prête à intervenir. Ceci les Corses, qui se sont battus pour que la France reconquiert sa liberté lors de la 2e guerre mondiale, ne l'avaient pas vu depuis bien longtemps. Oui, l'occupation que vit la Corse aujourd'hui, fait remonter en mémoire de bien tristes souvenirs.

Voilà ce qui fut bien mis en évidence par tous les orateurs qui se succédèrent à la tribune. Le moment le plus intense, le plus émouvant, du meeting, fut l'instant où les 6, libérés le jour même, parurent à la tribune : Xavier Ceccaldi, François Taddei, Georges Moretti, Jean Baptiste Géromini, Joseph Vittori, et Jackie Lucchini, la seule femme en prison après le événements de l'hôtel Fesch et de Bastelica. Dans l'assistance beaucoup d'émotion se lisait sur les visages lorsque Jackie Lucchini intervint à la tribune, pour rappeler que bon nombre de leurs frères croupissaient encore dans les prisons de Giscard, comme des criminels. Que 36 d'entre eux continuaient à lutter en faisant la grève de la faim depuis plus de 20 jours pour obtenir leur libération de la justice française. « *Notre libération*, a-t-elle souligné, *est une première victoire. Mais tant que nos frères restent en prison tant que notre pays subit la répression, nous restons en prison avec nos frères* ».

Cette lutte, Edmond Siméoni devait la rappeler au cours de son intervention : « *La violence n'est pas le fait du peuple corse, mais bien du fait de l'Etat français. Une violence sournoise, administrative, qui peut se transformer en violence physique quand les événements obligent* ». Cette lutte, elle s'est concrétisée dernièrement par l'occupation de 40 mairies sur le sol corse.

Nous publions la liste des emprisonnés et nous invitons tous nos camarades et amis, toutes les personnes éprises de justice à leur écrire. La libération des emprisonnés corses doit devenir une exigence large, dans notre pays. Nous devons tout faire pour briser le mur de silence que dresse le pouvoir autour de ses hommes, coupables seulement d'avoir exigé que jsutice leur soit rendue.

Claude Dhalluin

I PATRIOTTI IN PRIGIO

Prison de la Santé — 42, rue de la Santé 75674 Paris Cédex

BRANCA Antoine	196227 D1/74
CECCALDI Paul	197381 D1.
CULIOLI Jacques	D1/73
ORSONI Jean-André	196539 D1/79
PELLEGRINI Jean-Charles	D1/77
RENUCCI Michel	195885 D1/59

Prison de Fresnes — 1, av. de la division Leclerc - 94261 Fresnes

COVILLI Laurent	689069 BA C5
COZZOLINO Paul	684372 C4
GRAZIANI Antoine	689070 BA3
MARCHETTI Antoine	685140 C2
MORICCIO J.-A	687860 C4
STELLA Yves	787757 C3

Fleury-Mérogis — 7, av. des Peupliers 91705

ALESSANDRI Léon	74082 D5/13
BATTESTINI Antoine	
BERETTI Didier	86365 D5/13
CANETTI Jean	82565 D5/38
COLOMBANI Jean	75970 D5/10
CORTEGGIANI Hervé	86366 D5/12
NICOLI Jean	86366 D5/22
ORSONI Guy	D5/39
PALAZZO Henri	D5/27
PANTALACCI Bernard	
POZZO-DI-BORGO José	
ROBIN Alain	83428 D5/15
ROBIN Jean	83429 D5/15
FOGACCI Antoine	Cel. 4 D4/23

Melun — 10, quai de la Courtille Quartier spécial 77011 Melun

BATTESTI Léo	3604
CACCIARI Serge	3605
CASMATTA Jean	3606
DARNAUD Jean	3607
FILIDORI Mathieu	3608
GIARMARCHI Jules	3609
GRAZIANI Etienne	3610
LORENZI Pierre	3611
LORENZI François	
PADOVANI Michel	
PAOLI Antoine	3612
MATTEI Antoine	
MATTEI Dominique	
ROESCH Jean-Paul	
SISTI Jean-Toussaint	

Fontainebleau

PAGANI

Maison d'arrêt de Fleury-Mérogis — 7, avenue des Peupliers Fleury-Mérogis

ANGELI Michel	90712
COLONNA	90713
MORETTI	90714
GRISONI N.	90715
MORACCHINI P.	90717
POLINI	90718
BARTOLI D.	90721
CAPPELUTTI P.	360032 - 90722
GUERRINI E.	90724
MONTI François	90725
PANTALONI T.	90726
VALENTINI Gabril	90728
VITTORI Joseph	90729
TADDEI François	90638
GERONIM F.	90635
BENEDETTI G.	90633
GRIMALDI	90636
CECCALDI	90634
LUCCHINI	6340
VINCENTI Gérard	B5 D4
POGGI Roger	
GUILY Jean	

Maison d'Arrêt de Fresnes — 1, av. de la Division Leclerc 94261 Fresnes

LORENZONI Maurice	691507
LORENZONI J.-M.	691510
LORENZONI M.	691509
CHIARASINI F.	691511
TIRROLONI Marc	691506
FAZI Lisu	691512
MAUREL J.-P.	691513
BIANCHI D.	691431
CASANOVA G.	691428
CORTINCHI Paul	691432
LORENZONI Ch.	691505

Maison d'Arrêt de la Santé — 42, rue de la Santé - 75014 Paris

LUCIANI J.-E.	DI/37 198686
BARTOLI A.-A.	DI/72 198684
PERALDI H.	DI/78 198687
RAMOINS	DI/73 198690
BERTRAN	DI/80 196689
ARRIGHI Louis-Philippe	
ROSSI Dominique	

L'Amicale des Algériens en Europe dénonce la recrudescence des agressions racistes

L'Amicale des Algériens en Europe a publié une déclaration ou elle s'inquiète du climat de violence envers des Algériens : *« Devant la vague d'assassinats et de crimes racistes perpétrés ces derniers jours contre nos compatriotes, l'Amicale des Algériens en Europe appelle notre émigration à plus de vigilance et à la solidarité dans cette période difficile. Elle s'élève avec indignation contre les campagnes calomnieuses et les informations erronées et tendancieuses de certains milieux politiques, qui ne pardonnent pas à l'Algérie sa libération. A l'heure des espérances pour la reprise des relations bilatérales dégagées des séquelles du passé et prometteuses d'échanges mutuellement avantageux, de jeunes Algériens meurent encore victimes de la haine raciste, alimentée et entretenue par des groupes de nostalgiques de la colonisation.*

« Devant la recrudescence des agressions racistes, l'Amicale des Algériens en Europe, consciente des dangers et de l'hostilité entretenue contre la communauté algérienne émigrée, appelle les forces démocratiques à manifester leur réprobation et attire de nouveau l'attention des plus hautes autorités françaises sur les conséquences graves des crimes répétés contre de paisibles travailleurs algériens. Elle estime que de tels actes créent de nouvelles tensions préjudiciables aux bons rapports souhaitables entre les deux peuples, à un moment où s'ouvrent des perspectives d'amélioration des relations entre l'Algérie et la France. »



Orléans : Manifestation contre l'expulsion de Mustapha.

Le racisme au jour le jour

Voici certains faits survenus au cours des dernières semaines et qui témoignent des méfaits et des crimes du racisme actuellement.

– **24 janvier à Toulouse**, Amadou Cissé, un étudiant mauritanien est agressé par un groupe de racistes qui le traitent de « sale nègre » et le frappent violemment.
– **2 février à Valenton**, un jeune immigré, Abdelkader, est abattu d'une balle dans la tête par un policier. Au moment où il a été tué, il était à genoux.
– **6 février**, on apprend que le ministère de l'Intérieur met en place un fichier électronique des travailleurs immigrés afin de mieux contrôler et pouvoir mettre en application les lois Bonnet-Stoléru.
– **Début février à Angers**, deux étudiants marocains doivent être expulsés de France pour avoir « troublé l'ordre public ». Les étudiants d'Angers se mobilisent.
– **Samedi 16 février à Vitry**, un jeune immigré, Kader, est abattu d'une balle dans la tête par un gardien d'immeuble.
– **A Orléans**, Mustafa Aouad, né en France, est menacé d'expulsion pour avoir « troublé l'ordre public ». La riposte s'organise à Orléans.
– **21 février à Lyon**, parce que Hamid Boudeker avait une carte d'identité froissée, il est conduit au commissariat et violemment frappé : traumatisme crânien, hématomes aux bras, au nez, à l'épaule.

– **Toulouse**, une enfant algérienne de 7 ans est enfermée dans un local à poubelles par une habitante raciste.

Un travailleur marocain est la cible de trois coups de fusils. Un Africain est écrasé volontairement par une voiture.

Autant de faits qui nous sont connus. Mais combien ne le sont pas ?

Le patronat, les droits syndicaux et démocratiques

Dans la réalisation de son plan de restructuration, le patronat rencontre un certain nombre d'obstacles. Si la lutte des travailleurs constitue l'obstacle majeur, l'ensemble des lois qui règlementent l'exercice du droit syndical et les acquis des conventions collectives représentent aux yeux du patronat une entrave au redéploiement de son économie.

Aussi assistons-nous aujourd'hui à une offensive de grande envergure qui vise à remettre en cause toutes les lois, tous les accords professionnels susceptibles de constituer des points d'appui à la résistance de la classe ouvrière à cette politique économique.

L'ensemble des droits syndicaux, les conventions collectives, le droit de grève, tous ces acquis font l'objet d'une tentative de remise en cause ou de limitation ayant pour effet d'entraver la capacité de riposte des travailleurs. De plus l'offensive patronale ne se limite pas à ces acquis démocratiques. Elle tend à faire pression sur ceux qui sont chargés de l'application de cette législation, depuis les magistrats jusqu'aux inspecteurs du travail. Cela va jusqu'à la censure de l'information quand la C.G.T. dans le cadre d'une émission « **tribune libre** » à la T.V. tente de dénoncer les violations des droits démocratiques des travailleurs chez Peugeot. C'est dire l'importance qu'accorde le patronat à cette remise en cause.

Le patronat veut faire de l'entreprise un véritable champ clos dans lequel les libertés démocratiques laissent la place à une législation totalement privée, significative de la dictature que la bourgeoisie entend exercer dans ses usines. Les monopoles ont besoin de voir renforcer leur pouvoir, de voir renforcer leur dictature sur les travailleurs afin d'accomplir leur politique économique dont les grands axes sont la mobilité de la main d'œuvre, souplesse de l'emploi, diminution des salaires, augmentation de la productivité, accroissement de leurs profits.

TEMOINS DE CETTE POLITIQUE PATRONALE : LES CHIFFRES OFFICIELS.

Pour l'année 1976, il y a eu selon les chiffres officiels :



Quand les travailleurs veulent défendre leurs acquis, il reste au pouvoir tout un arsenal légal pour riposter, tribunaux, huissiers,... jusqu'aux flics.

616 242 infractions patronales à la législation,

22 000 procès verbaux,

8 314 condamnations dont 20 ont été supérieures ou égales au minimum légal.

Ces chiffres sont éloquents, ils montrent l'ampleur de la remise en cause des acquis démocratiques dans le domaine du travail et l'impunité dont bénéficient les patrons.

Si le patronat bénéficie de la bienveillance d'une fraction de ceux qui sont chargés de faire respecter les lois, la responsabilité de ceux qui décident les lois, les députés, les ministres, est encore plus grande. Il y a une volonté politique de restreindre les libertés démocratiques particulièrement celles qui touchent au domaine de l'entreprise.

Dans le passé il y a eu la loi anticasseur, le recours à la Cour de Sureté de l'Etat, les lois limitant le droit de grève dans le secteur public. Aujourd'hui ce sont les lois Barre-Bonnet-Stoléru qui frappent de plein fouet les travailleurs immigrés et qui n'ont d'autres buts que d'enrayer la cacité de résistance de la classe ouvrière, c'est la limitation du droit d'affichage, mais c'est aussi les lois qui légalisent le travail intérimaire permettant au patronat de contourner les contraintes



Un développement grave du travail intérimaire qui permet au patronat de limiter et remettre en cause un certain nombre d'acquis de la classe ouvrière.

que sont pour lui les conventions collectives en matière de mobilité de personnel, de licenciement, de C.H.S., de politique salariale, de droit syndical, etc...

Cette volonté politique conforte dans les tribunaux une tendance de la jurisprudence à remettre en cause les droits syndicaux et le droit de grève en limitant l'exercice de ces droits par la prise en considération de l'intérêt de l'entreprise. Ainsi une grève pourra être déclarée illicite du fait du caractère disproportionné de l'action qui bloque la production pour des revendications qui n'ont pas fait l'objet de toutes les démarches de conciliation (entrevue, discussion en réunion de délégués du personnel, réunion du C.E., etc...). Le départ en délégation d'un délégué pourra être soumis à condition : la non perturbation de la bonne marche du service, de l'atelier...

Cela ne constitue pas seulement une menace pour les travailleurs, c'est déjà une réalité pratiquée dans certaines entreprises et qui conduit des délégués à craquer, quand ce n'est pas se suicider.

Nous ne pouvons pas rester complice de l'instauration d'un tel système qui définit un profil du bon ouvrier et un profil du mauvais ouvrier, du mauvais technicien dont l'embauche, la vie professionnelle sera systématiquement suspectée et qui pourra se faire « **assassiner** » impunément à un piquet de grève, ou se faire « **suicider** » parce que sa conscience lui a fait choisir le camp de ceux qui luttent contre l'oppression et l'exploitation et contre ceux qui perpétuent en dépit de la volonté d'émancipation de l'Humanité entière, un système d'exploitation de l'homme par l'homme.

L'énoncé de ce constat appelle à une riposte d'ampleur, on ne doit pas laisser « **assassiner** » ceux qui décident de consacrer leur vie à l'amélioration de la condition des hommes et de leur émancipation.

Cette riposte doit assurer la défense des droits démocratiques des travailleurs. Elle s'inscrit dans l'effort de résistance à l'offensive de la bourgeoisie, effort dans lequel nous devons lier défense des salaires des conditions de travail, de l'emploi à la défense des droits démocratiques pour les travailleurs dans l'entreprise. Il paraît évident qu'une telle riposte exige la plus grande unité de la classe ouvrière aux côtés de toutes les forces attachées aux droits démocratiques des travailleurs, autant dire que ceux qui se retranchent dans le ghetto du sectarisme, face à une telle attaque de la bourgeoisie, devraient mesurer combien leur attitude est contraire aux intérêts des masses populaires.

Charles Malloire

QUELQUES CHIFFRES A CONNAITRE

Réalisée par Serge Gallois

Où en sommes-nous dans l'attaque de la bourgeoisie monopoliste contre la classe ouvrière? Nous avons interviewé Pierre Bauby, économiste à EDF, membre du secrétariat du Comité Central du Parti Communiste Marxiste-Léniniste, à ce sujet

«Scénario» anti-social ou profits obligent



Pierre Bauby à la tribune du meeting le 1er février 1980 contre l'intervention en Afghanistan.

Serge Gallois : **Y a-t-il actuellement augmentation ou diminution du pouvoir d'achat ?**

Pierre Bauby : Aujourd'hui, même les statistiques officielles n'arrivent plus à cacher la baisse du pouvoir d'achat : la dernière étude de l'I.N.S.E.E. indique que le pouvoir d'achat a baissé de 2% en moyenne en 1979, et ceci par rapport au fameux indice truqué des prix. Si donc, on prend en considération l'augmentation réelle des prix, la baisse du salaire réel a été de l'ordre de 4% l'an dernier. C'est-à-dire 120 F pour un salaire mensuel de 3 000 F. Il faut dire que 1979 a été parquée par une très forte augmentation des cotisations sociales payées par les travailleurs : aujourd'hui chaque salarié est contraint de verser 3% de plus que fin 1978.

S. Gallois : **Quel est aujourd'hui le niveau des salaires des ouvriers et employés ?**

P. Bauby : Les éléments dont on dispose sont fonction des « **catégories socio-professionnelles** » officielles, qui décrivent la réalité de manière faussée. Mais ils montrent que les salaires des ouvriers et employés sont loin d'être aussi élevés que le prétendent certains. Ainsi, au 1er janvier 1980, le salaire net mensuel est de 3 180 F pour la moyenne des 6 300 000 ouvriers, de 2 870 F pour la moyenne des 2 400 000 ouvriers spécialisés, de 2 400 F seulement pour la moyenne des 670 000 manœuvres. Le salaire moyen des 2 750 000 employés est de 3 350 F, peu au-dessus de la moyenne des ouvriers.

L'écart des salaires entre hommes et femmes est considérable : les salaires féminins sont inférieurs de 28% à ceux des hommes pour l'ensemble des ouvriers, de 23,4% pour les ouvriers spécialisés, de 21,3% pour l'ensemble des employés. Le mot d'ordre « **à travail égal, salaire égal** » est plus que jamais d'actualité.

Il faut préciser que ces chiffres ne concernent que les salariés à temps complet. Ils seraient nettement inférieurs si l'on tenait compte, entre autres, des chômeurs.

S. Gallois : **Quelle a été l'évolution récente du chômage ?**

P. Bauby : En 1979, le nombre de chômeurs a augmenté de plus de 10%, atteignant près de 1 500 000 « **demandeurs d'emplois** » dans les statistiques officielles, c'est-à-dire près de 2 millions dans la réalité, puisque des tas d'artifices sont utilisés pour diminuer le nombre des chômeurs officiels et donc de ceux qui peuvent être indemnisés (cf. Prolétariat nº 20).

Il faut préciser que le nombre d'emplois disponible diminue, tant dans l'agriculture que dans l'industrie. Ainsi, si de 1969 à 1973 il y avait eu 661 800 emplois supplémentaires dans l'industrie, il y a eu une baisse de 530 000 entre 1974 et 1978. Jusqu'à 1978, les créations d'emploi dans ce qu'on appelle les « **services** » faisaient plus que compenser cette diminution. Cela n'a plus été le cas en 1979.

S. Gallois : **Baisse importante du pouvoir d'achat, près de 2 millions de chômeurs. Pourquoi ?**

P. Bauby : Depuis 1976 et en particulier depuis sa victoire aux législatives de 1978, le gouvernement Giscard-Barre et la bourgeoisie monopoliste développent une offensive de grande envergure contre la classe ouvrière et les masses populaires. Il s'agit d'extorquer encore davantage de plus-value, d'augmenter les profits des

monopoles. De ce point de vue, les résultats sont indiscutables : les profits se sont accrus en moyenne de 54% entre 1975 et 1978. Le « **revenu disponible brut** » des entreprises, c'est-à-dire les bénéfices non distribués + les amortissements, sont passés de 9,7% de la valeur ajoutée en 1977 à 11% en 1978. On pourrait multiplier les exemples.

Cette attaque de grande envergure concerne aussi bien les salaires eux-mêmes que les cotisations sociales ou les prestations sociales, comme l'interdiction de remboursement à 100% par les mutuelles des dépenses maladie à compter du 1er mai prochain.

Dans le domaine de l'emploi, la priorité nº 1, c'est la restructuration de l'appareil de production pour le rendre encore plus compétitif dans la concurrence internationale. Les licenciements et suppressions d'emploi se succèdent. Là aussi les résultats de Giscard-Barre-Ceyrac sont évidents : les dizaines de milliers de suppressions d'emploi dans la sidérurgie deviennent réalité.

Il s'agit bien d'une offensive de la bourgeoisie monopoliste sans précédent depuis la 2e guerre mondiale.

Variations d'emploi

Branches	Évolutions passées		Environnement International (*)	
			Favorable	Défavorable
	1960-1974	1974-1978	1978-1985	1978-1985
Agriculture	— 141,7	— 70,9	— 53,3	— 53,3
Industries agricoles et alimentaires	0,1	— 1,1	— 16,0	— 17,6
Énergie	— 6,4	— 2,2	— 10,7	— 10,7
Biens intermédiaires	21,3	— 32,0	— 36,6	— 39,6
Biens d'équipement	40,3	— 10,4	— 6,8	— 18,1
Biens de consommation	— 7,1	— 40,0	— 41,0	— 43,0
Bâtiment, génie civil	32,3	— 35,2	— 16,0	— 18,3
Transports, télécommunications	16,6	14,8	6,1	4,4
Location, crédit-bail immobilier	2,7	1,1	0,3	0,3
Autres services	89,8	124,4	74,8	67,1
Commerces	33,1	17,8	— 0,9	— 6,1
Assurances, organismes financiers	17,6	11,3	3,8	3,8
Ensemble des branches marchandes	**98,5**	**— 22,2**	**— 96,2**	**— 131,1**

Source : Economie et statistique nº 115 d'octobre 79.

(*) L'hypothèse « favorable » se caractérise principalement par une augmentation du prix du pétrole au même rythme que l'inflation. L'hypothèse « défavorable » par une augmentation du pétrole de 7% plus forte chaque année que l'inflation (hypothèse qui serait dépassée si intervenait d'ici 1985 une seule hausse comme celle enregistrée en 1979).

S. Gallois : **Pourquoi cette offensive enregistre-t-elle de tels succès ?**

P. Bauby : Nous n'insisterons jamais assez pour dire que la classe ouvrière est sur la défensive, qu'elle est profondément divisée, qu'elle prend des coups dans tous les domaines. Nous ne sommes nullement dans une situation de riposte de la classe ouvrière ou de contre-offensive. En particulier, la défaite de la gauche en mars 78 a été ressentie comme un échec qui laisse des traces profondes et durables.

La bourgeoisie monopoliste en profite pour intensifier les manœuvres de division de la classe ouvrière, rendant ainsi plus difficiles ses combats futurs : multiplication du travail intérimaire, des contrats à durée déterminée, des statuts précaires, lois anti-immigrés, etc... Ce sont également les atteintes aux libertés démocratiques comme le droit d'affichage.

Les lignes des dirigeants révisionnistes et réformistes, qui ont une lourde responsabilité dans cette grave situation que traverse la classe ouvrière, ne peuvent en rien y apporter une solution. Ainsi, il ne sert à rien à Marchais de parler à longueur de temps de révolution ou d'union à la base, alors que son objectif réel est d'arriver avant le P.S. aux présidentielles.

S. Gallois : **Cette attaque de la bourgeoisie monopoliste est-elle ponctuelle ? Ou fait-elle partie d'un plan d'ensemble ?**

P. Bauby : Le mot plan convient bien, en effet, puisque nous sommes en pleine préparation du VIIIe Plan, qui couvrira la période 1981-1985. L'I.N.S.E.E. vient d'élaborer des perspectives chiffrées pour 1985 qui sont intéressantes. Quatre « **Scénarios** » ont été élaborés, qui diffèrent essentiellement par le taux d'augmentation du pétrole et l'importance de la réduction de la durée du travail.

Si l'on regarde le « **scénario de régulation** », qui vise à « obtenir les fruits de l'effort d'assainissement », et qui est le plus vraisemblable, il se caractérise par :

— un nouveau ralentissement de la croissance économique,

— un effort accru pour le « **dynamisme des industries de pointe** » à l'exportation,

— « **une moindre progression des salaires mensuels** »,

— « **l'intensification du travail** »,

— l'accroissement régulier des cotisations sociales de 0,8% chaque année, celles-ci passant de 16,3% du produit intérieur brut en 1978 à 19,7% en 1985,

— une réduction de 30 minutes par an de la durée hebdomadaire du travail (soit 38 h 30 en 1985), et ceci sans aucune compensation salariale,

— une diminution de l'emploi de 100 000 à 130 000 par an dans les branches marchandes (cf. tableau), malgré cette réduction de la durée du travail. Ceci entraînant, du fait de l'augmentation de la population active disponible, une augmenetation de l'ordre de 150 000 chômeurs chaque année.

Ce dernier chiffre est d'ailleurs à l'évidence sous-estimé, puisque l'augmentation de la population active disponible doit être de l'ordre de 230 000 travailleurs par an. Bref, un chômage officiel de près de 2 500 000 « **demandeurs d'emploi** », une réalité dépassant 3 millions !

Voici ce que la bourgeoisie monopoliste prévoit pour les prochaines années, dans ses publications officielles. La laisserons-nous faire ?

THOMSON CSF

Des milliers de travailleurs en lutte depuis 5 mois



Le trust cèdera-t-il ?

Le contexte de la grève

Thomson-C.S.F. : 33 000 personnes. Fabrication : électronique professionnelle.

Le situation financière est florissante. Le bénéfice net de la société a augmenté de près de 30 % en 1978 (28 % pour le bénéfice consolidé). Il a dépassé 255 millions de francs. Il était de 90 millions deux ans auparavant. La Thomson procède à des achats importants d'autres sociétés : exemple : le rachat dans le secteur de la téléphonie de L.M.T. et Ericsson (190 millions de francs).

Elle bénéficie d'aides importantes de l'Etat. Ses liens avec les milieux gouvernementaux sont très étroits (Philippe Giscard d'Estaing est directeur adjoint). Elle est bien placée à l'U.I.M.M. (patronat de la métallugie) et François Ceyrac (président du C.N.P.F.) siège également au Conseil d'administration de la Thomson-C.S.F.

Du côté des travailleurs, la situation est moins florissante : les avantages acquis sont rognés, les consignes gouvernementales en matière de blocage de salaire sont scrupuleusement appliquées. Depuis 1974, les grèves se soldent par un échec.

A l'automne, une nécessité se fait sentir : il faut passer à l'action.

LES DIFFICULTÉS POUR PASSER A L'ACTION

. L'échec des législatives, les nombreuses grèves sans succès, la multitude d'actions catégorielles, une désyndicalisation tant à la C.G.T. qu'à la C.F.D.T. constituent un lourd passif.

. Tous les centres Thomson ne se ressemblent pas : il y a des centres qui ont été vidé de leur production et dans lesquels le nombre d'ouvriers s'est réduit considérablement ; ces centres-là ont du mal à se mobiliser.

L'impact des débrayages dans les centres de recherche est moins édivent que dans les centres de production. Les traditions de luttes sont moins vivantes chez les techniciens, cadres que chez les ouvriers (les techniciens, dessinateurs se mobilisant plus volontiers sur des revendications catégorielles sur des problèmes de carrière que sur des revendications générales).

Les administratifs quant à eux, sont isolés, divisés, avec des statuts très divers. Il y a eu en général peu de pénétration syndicale chez les employés et à l'inverse une pression importante de l'encadrement.

La direction prépare depuis longtemps ses armes face aux menaces de grève : il n'y a qu'à lire les résultats d'un colloque des directeurs du personnel sur les types d'actions syndicales au sein des unités de production du groupe pour s'en convaincre. On peut y lire : « il convient de mettre en place... une politique de personnel ; créer de nouvelles implantations dépourvues de traditions, éclater en unités dispersées les grands établissements du passé et faire au passage sauter les « meneurs » !!!

Il y a multiplication de petits centres.

Autre arme anti grève : l'utilisation massive de la sous-traitance. Ainsi, pour le centre de Malakoff, c'est 60 % de la production qui est envoyé en sous-traitance.

Les syndicats n'ont pas réussi à contrer ce phénomène en prenant des contacts avec les multiples boîtes de sous-traitance.

Malgré toutes ces difficultés, malgré une direction de choc, à l'automne les deux syndicats sont décidés à appeler à l'action (entraînant localement F.O. et la C.G.C. comme à Brest). La grève part d'en haut (afin que tous les centres démarrent en même temps). Elle est volontariste. Elle rassemblera de 6 à 9 000 travailleurs dans l'action.



LES REVENDICATIONS

— Les revendications essentielles tournent autour de la réduction du temps de travail et une augmentation de salaires. Elles visent à unifier les différentes catégories : les techniciens sont plus sensibles à la revendication de réduction du temps de travail, les ouvriers à la revendications salariale. Elles ont été élaborées avec un soucis d'unité d'action C.F.D.T.-C.G.T., la C.F.D.T. étant pour une revendication salariale en somme fixe et la C.G.T. en somme fixe plus pourcentage).

— Le problème de l'emploi est escamoté par la plateforme. **Ceci est une grave erreur à notre sens.** Alors que la France compte 1 500 000 chômeurs, alors que dans le trust Thomson-C.S.F. lui-même, des suppressions massives d'emplois sont envisagées dans le secteur téléphonie, alors qu'à L.C.C. Dijon des licenciements sont opérés ainsi que dans la Brandt, les travailleurs de Thomson ne doivent pas se désintéresser de cette préoccupation primordiale qu'est l'emploi — sous prétexte que momentanément ils en sont épargnés.

Il est vrai que :

— les problèmes d'emploi ne touchent pas directement les centres Thomson, mais surtout les filiales qui sont mises un peu à l'écart.

— Que Thomson supprime les emplois sans trop de « vagues », par le biais de mutations, de mise à la retraite anticipée... sans provoquer trop de licenciements massifs.

— Le problème des intérims qui sont renvoyés quand on n'a plus besoin d'eux, n'est pas ressenti par les travailleurs embauchés comme un problème de licenciement à par entière. De même les conditions d'emploi précaires chez les sous-traitants paraissent encore extérieurs.

— Enfin, en faisant croire que la revendication des 35 peut résoudre le problème de l'emploi, les appareils syndicaux créent des illusions et ne contribuent pas à mobiliser sur l'emploi.

LES MODES D'ACTION

Ils ont beaucoup évolué. Les « emprunts de matériel », de fiches techniques... étaient inconcevables quelques années auparavant. Les modes d'action traditionnels tels que les défilés... ne paraissaient plus efficace. De plus il fallait faire face au phénomène de sous-traitance.

La colère et la lassitude des travailleurs ont conduit à trouver des modes d'action moins routiniers. Face à une direction qui adopte une attitude très ferme, les travailleurs se radicalisent.

LE ROLE DU P.C.F.

La direction de la Thomson a lancé dans ses différents centres une propagande, surtout en direction de ses cadres : celle-ci avance une pseudo analyse selon laquelle le P.C.F. a la direction de la grève sur le trust, que l'objectif de ce parti serait de désorganiser les entreprises françaises exportatrices. La direction tente ainsi de rassembler autour d'elle des cadres, sous le prétexte de sauvegarder l'entreprise.

Une vue d'ensemble du rôle joué par le P.C.F. par rapport à la grève du trust montre bien qu'une telle propagande ne repose sur rien sinon sur de l'anti communisme primaire.

En effet, si à Malakoff, à Sartrouville, à St-Egrève... le P.C.F. soutient la grève, à Bagneux par exemple, les militants connus de ce même parti sont farouchement contre l'action engagée et, en assemblée générale des travailleurs ont appelé à la suspension du mouvement qui reprenait à l'automne.

Là où le P.C.F. soutient la grève, il est vrai qu'il en vient à soutenir des actions qu'il aurait autrefois qualifié de « gauchistes » — et l'on peut s'étonner de ce changement. De même il reprend en compte des thèses autogestionnaires, conseils d'atelier... autrefois critiqués. Il y a sans doute de la part de certains dirigeants quelques calculs propagandistes ; mais surtout, il y a de la part des travailleurs et des militants du P.C.F. une pression extraordinaire... et le P.C.F. qui se veut le parti des luttes est contraint de faire « peau neuve ». Nous ne pourrions que nous réjouir d'un tel changement s'il **conduisait à un projet politique réellement nouveau.** Or le socialisme que nous propose le P.C.F. n'est guère différent des socialismes des Pays de l'Europe de l'Est.



LA QUESTION DU CHANGEMENT DE SOCIETE ET POUR QUELLE SOCIETE EST TOUJOURS POSEE DANS NOS LUTTES

Chacun sait que, ce que nous obtenons aujourd'hui dans le système économique capitaliste sera repris demain. Beaucoup hésitent à s'investir dans une lutte économique en se disant que cela ne sert à rien — que ce que les patrons nous donnent d'une main, ils le reprennent de l'autre.

Et, il est vrai **que l'on ne peut s'arrêter au seul combat économique.** La lutte pour une société plus juste, plus égalitaire, pour le socialisme est à l'ordre du jour.

Et quand nous parlons socialisme — ce n'est pas celui de l'U.R.S.S. — c'est d'un socialisme où les travailleurs participent complètement à l'exercice du pouvoir — où les masses populaires auront le contrôle absolu de tous les rouages de la société.

Cet apprentissage du pouvoir, c'est dès à présent, dans les luttes que nous le faisons. C'est pourquoi, la façon dont se mène l'action est importante : la démocratie la plus large doit être respectée. Les travailleurs doivent prendre toutes les décisions concernant l'action.

L'unité de la classe ouvrière se construit dans les luttes.

Nos luttes revendicatives n'ont de sens que si nous préparons le socialisme pour demain.

Ouvrons dès à présent la voie à une société de justice et de fraternité.

Historique de la grève fait par des travailleurs de Malakoff

L'action sur le trust Thomson-C.S.F. a pour point de départ une enquête commune C.F.D.T.-C.G.T., faite auprès de tous les travailleurs. Cette enquête a eu lieu en février 1979 ; elle a recueilli 6 800 réponses qui ont permis d'établir une plateforme revendicative commune :

– 5e semaine de congés payés
– 35 h sans pertes de salaires
– 450 F + 2,5 %
– salaire minimum à 3 000 F net
– remise en ordre des classifications.

Cette plateforme fut présentée auprès de la direction générale, dont le siège se trouve bd Haussmann à Paris, fin mars lors de la réunion salaire. La direction refuse même d'en discuter. Quelques actions démarrent, dans différents centres, mais sans lendemains.

Au C.E.E. de juin, les délégués C.F.D.T. et C.G.T. présents à cette réunion redemandent l'ouverture de négociations sur la plateforme commune. La direction refuse à nouveau.

Se lance alors une grande campagne de mobilisation au niveau des centres. Cette mobilisation permet de faire des débrayages dans tout le trust le 26 septembre, veille de la réunion salaire ; 6 200 grévistes répondent à l'appel ce jour-là ; mais la direction ne répond toujours pas aux revendications des travailleurs.

LA LUTTE S'ENGAGE

L'Inter C.F.D.T. et la Coordination C.G.T. décident de se rencontrer régulièrement afin d'organiser l'action (les centres étant disséminés dans toute la France).

De son côté, l'Inter C.F.D.T. décide de convoquer une réunion des centres parisiens toutes les semaines (les centres en région parisienne sont nombreux).

Tous les 15 jours environ, un point fort est organisé ; ce point fort permet de faire débrayer tous les centres du groupe en même temps, tandis que l'action se poursuit tous les jours dans la majorité des centres.

Au début ce sont des formes de grèves classiques : grèves de secteurs, tournant dans l'entreprise ; décoration de l'usine avec des ballons, des autocollants ; manifestations dans la rue.

Le 30 octobre deux manifestations sont organisées en région parisienne, une à Sartrouville, l'autre à Malakoff (environ 3 600 manifestants pour les deux manifestations).

A ce moment de l'action celle-ci est suivie irrégulièrement par les différents centres ; les centres en pointe étant surtout les centres de production regroupant le plus d'ouvriers.

Quelques chiffres :

– **Brest : 900 grévistes en permanence sur 1 800 travailleurs.**
– **Sartrouville : 500 grévistes sur 1 400 travailleurs.**
– **Malakoff : 500 grévistes tous les jours sur 2 500 travailleurs et plus de 900 lors des manifesttions.**
– **Etc.**

Il faut préciser que le groupe Thomson-C.S.F. comprend énormément de techniciens, ingénieurs et cadres, d'où la difficulté d'organiser la lutte. De plus, les luttes ont toujours duré très longtemps (6 mois de grève en 1974).

DES FORMES DE LUTTE PLUS DURES

Devant le refus de toute négociation de la direction, les formes de grèves deviennent plus dures, notamment à Malakoff où des occupations limitées dans le temps sont organisées dans différents secteurs clés de l'entreprise. La décoration de l'entreprise s'intensifie. Inscriptions des revendications au blanc d'espagne dans toute l'usine. La direction réagit vivement et colle un bon nombre de mises à pied à des militants.

Une grande manifestation est organisée bd Haussmann devant le siège de la D.G. 3 700 grévistes y participent tandis que sont organisés en même temps des débrayages dans tous les centres de province.

Toujours rien en ce qui concerne les revendications.

Alors l'action devient encore plus dure dans certains centres. A Malakoff, les travailleurs décident de bloquer la sous-traitance (60 % de la production) en empruntant les gammes de travail et les bons de commande la concernant.

Vive réaction de la direction qui menace de porter plainte pour vol. Dans le même temps elle retire des heures de délégations sur la paye des délégués (des sommes allant jusqu'à plus de 2 500 F en moins sur le mois). Elle retire également des heures à certains travailleurs pour baisse d'activité.

Entre Noël et le jour de l'an, certains centres suspendent l'action tandis que d'autres refusent de respecter la « trève des confiseurs ». L'action reprend difficilement début janvier. Le 7 janvier 1980, sept responsables syndicaux de Malakoff (4 C.F.D.T. et 3 C.G.T.) sont assignés en référés afin qu'ils restituent les fiches empruntées. Un rassemblement de délégations de tous les centres de la régions parisienne, dont 350 grévistes de Malakoff, a lieu devant la préfecture de Nanterre.

Les grévistes de Malakoff sont décidés à rendre les fiches. Le juge, devant la mauvaise volonté évidente de la direction d'ouvrir les négociations demande de rendre les fiches, non pas à la direction, mais à un huissier qui les conservera jusqu'à nouvel ordre. La direction est condamnée moralement.

MALGRÉ LA DIRECTION QUI TEMPORISE ET QUI REPRIME LA LUTTE CONTINUE

Le 10 janvier la D.G. reçoit enfin les représentant du personnel. Il n'en sort pas grand chose, mais l'espoir de voir ouvrir de véritables négociations nait auprès de tous les travailleurs.

Le 18 janvier, une nouvelle manifestation est organisée au siège de la Thomson-C.S.F. ; plus de 3 000 grévistes y participent malgré le froid. Ce jour-là, les portes de la D.G. se referment définitivement devant les représentants.

La colère gronde ; de nouveaux emprunts sont organisés à Malakoff. Un nouveau référé est lancé. Nous ne voulons pas retourner devant la justice, la direction serait trop contente que les grévistes passent leur temps à Nanterre tandis que la production ne serait plus perturbée.

Alors, le matériel est rendu.

La même semaine est mise en place une « réorganisation » du magasin qui distribue du matériel à certains secteurs de production. La direction convoque un C.E. extraordinaire et menace de lockout ces mêmes secteurs. Mais, ne sachant pas trop comment réagiraient les grévistes, elle ne met pas sa menace à exécution.

Le 4 février, une action commando a permis d'occuper par surprise le siège pendant plus de deux heures. Plus de 100 grévistes venus des différents centres parisiens se sont retrouvés dans le siège afin de demander une nouvelle fois l'ouverture de négociations. La direction était soi-disant prête à recevoir une délégation de travailleurs, mais elle précisait aussi que de toute façon elle n'avait rien de plus à nous dire.

Comme jusque-là elle n'avait jamais rien dit, à vous de juger !

Voyant que les travailleurs ne voulaient pas quitter le siège, elle a fait évacuer les travailleurs par des flics casqués et matraque à la main. Voilà comment la direction générale de la Thomson-C.S.F. conçoit les négociations.

LA THOMSON-C.S.F. CEDERA-T-ELLE ?

Pourtant et malgré bientôt 5 mois que la grève est partie, l'action continues. Certains centres, tel que Cholet et Gennevilliers qui n'avaient pas tenu, sont repartis en lutte.

1 000 travailleurs débrayent chaque jour à Cholet.

La direction générale est forcée de négocier. Elle a proposé le 7 mars et le 13 mars pour négocier sur la réduction du temps de travail et sur les salaires notamment les bas salaires.

Si Thomson cède... c'est une victoire pour l'ensemble de la Métallurgie. L'enjeu politique est énorme.



THOMSON BAGNEUX

Quel avenir pour le centre ?

... Cette question revient souvent parmi celles que se posent les travailleurs.

LES FAITS :

Depuis quelques années, petit à petit l'usine change. Aussi bien dans sa composition sociale que dans son activité et son organisation.

Les effectifs :

Ceux-ci ont fortement augmentés pour atteindre le chiffre de 3 300 fin 1979 (2 900 fin 1978).

Le nombre d'ouvriers a baissé tandis que celui des ingénieurs cadres et techniciens s'est accru. (Notons que la baisse de l'effectif ouvrier s'est accompagnée d'une augmentation du travail sous-traité.)

L'activité :

Depuis pas mal de temps la direction s'est « débarrassée » de tout ce qui ne touchait pas de près à l'électronique :

– l'imprimerie et les notices (D.M.T.) sont parties en 1977 ;

– le service Entretien est assuré en majorité par des boites de sous-traitance.

Le projet de transférer les ateliers et la S.E.M. à Arceuil 2 traduit une volonté de séparer les études de la production.

L'organisation :

Les annexes. **Les problèmes de surfaces dus à l'augmentation des effectifs n'en sont l'unique cause, comme le prétend la direction. Leur multiplication a aussi pour but de séparer et de diviser encore plus les travailleurs ainsi que de mettre des « batons dans les** roues » **des organisations syndicales.**

Le renforcement de la discipline. M. Decarli a souvent évoqué en C.E. ses intentions de renforcer le contrôle des travailleurs.

– rétablissement du pointage le midi (par le biais du badge et du retrait sur salaire du prix des repas). Toujours en projet ;

– utilisation d'un badge pour rentrer dans le centre y compris pendant les heures normales d'ouverture (rue Sarazine et rue Lafontaine) ;

– arrêt des cars à l'extérieur du centre avec renforcement du contrôle (en projet) ;

– surveillance des entrées et des couloirs par caméras ;
– à l'annexe de St-Cloud les gardiens notent les déplacements du personnel ;
– déplacement des locaux sociaux et syndicaux pour limiter leurs fréquentation.

Etc. sans parler des allées et venues du chef du personnel dans les couloirs et le bâtiment social !

L'organisation du travail :
– *le système « cogemo » qui sous prétexte de « descendre les responsabilité » vise en fait à faire jouer le rôle de flic à un plus grand nombre de personnes pour que les délais (de plus en plus courts) soient tenus ;*
– *l'introduction massive de l'informatique qui touche les ouvriers, les préparateurs, les dessinateurs, les employés et les techniciens.*

OU VA-T-ON ?

Par expérience les travailleurs savent que les capitalistes ne font jamais les choses au hasard, et tous ces faits n'annoncent-ils pas une réorganisation ?

Nous sommes donc en droit de penser que la direction a une idée bien précise en tête. D'autant plus qu'aujourd'hui patronat et gouvernement restructurent à tout va pour maintenir leurs super-profits face à une concurrence internationale de plus en plus vive. La Thomson n'échappe pas à cette situation (70 % de ses marchés à l'export).

Sans vouloir faire une analyse trop hâtive compte tenu que la direction brouille au maximum les cartes et impose son projet « en douceur », par phases successives, il semblerait que :
– *le centre de Bagneux s'acheminerait vers un centre de « matière grise » (propos du directeur en C.E.). Les études y seraient faites par les ingénieurs et techniciens avec l'appui d'un petit nombre d'ouvriers, de préparateurs et de dessinateurs ;*
– *la production serait assurée à Arcueil 2 (pour les petites séries) et en sous-traitance à l'intérieur du trust ou à l'extérieur pour les plus grandes séries ;*
– *le tout accompagné d'une rentabilisation maximum (recours à l'informatique, resserrement de la discipline) car les marchés à l'heure actuelle vont aux entreprises* « les moins chères et les plus rapides ».

QUE FAIRE FACE A DE TELLES PERSPECTIVES ?

Si un tel projet se réalise, il y aura des répercussions sur nos conditions de travail (horaires décalés à cause de l'ordinateur, dequalifications, intensification du travail, etc.) mais aussi sur **NOTRE EMPLOI** (voir à ce sujet le document de la Thomson remis à la Datar).

Etre alarmiste ou défaitiste ne pourrait que renforcer le patron dans sa volonté de réorganiser. Mais se montrer responsable en se sentant mobilisés et prêts à riposter contre toute attaque aura l'effet secondaire.

Déjà les ouvriers ont fait descendre leurs chefs de service dans les ateliers pour leur dire leur refus de partir. Les dessinateurs de la S.E.M. ont fait de même. Ces actions sont positives.

La direction cache ses projets réels ; il faut donc par l'action la contraindre à les révéler.

Dans un deuxième temps il faudra en dégager les conséquences sur nos conditions de travail et sur notre emploi pour pouvoir déterminer précisément l'axe de notre riposte. Celle-ci pour être efficace doit être unitaire : unité des travailleurs et de leurs organisations syndicales.

Unis nous ferons reculer la direction et nous lui feront valoir nos intérêts de travailleurs face à son projet de réorganiser sur notre dos.

Les travailleurs de LMT face aux suppressions d'emploi

En juin 1979, Thomson-C.S.F. fusionne ses deux filiales, L.M.T. et S.T.E. (Ericsson). La nouvelle société, L.M.T. Thomson-C.S.F. emploie environ 17 000 personnes. L'activité principale est la communication publique avec un effectif de 10 000 travailleurs.

Les autres divisions sont la téléphonie privée, la radio professionnelle, les simulateurs, la commutation de messages et les composants. L'ancienne Division Electro-Hydraulique (ex-pompes Salmson) est devenue filiale de L.M.T.-Thomson.

Cela s'est d'ailleurs aussitôt traduit par une remise en cause des acquis. L'action résolue des ouvriers de l'usine St-Mélaine de Laval a fait reculer la direction.

Les autres filiales sont L.T.T. (6 000 personnes), et l'usine de Morlaix de l'A.O.I.P. acquise en janvier dernier.

POURQUOI DES SUPPRESSIONS D'EMPLOI ?

L'introduction de la technologie électronique dans la fabrication des centraux a été et est l'occasion d'une restructuration importante. C'est en 1976 que Thomson entre en force dans ce secteur en rachetant L.M.T. à I.T.T. (U.S.A.) et la filiale française d'Ericsson (Suède). La concurrence est sévère entre la C.G.E. qui possède la C.I.T.-Alcatel, la C.G.C.T. d'I.T.T. et Thomson pour obtenir la plus grosse part du marché français. L'A.O.I.P. qui détenait 10 % de ce marché a été démantelée et rachetée par C.G.E. (64 %) et L.M.T.-Thomson (36 %).

	1978	1979	1980	1981	1984
Effectif de Production **		8.162	6.354	4.806	2.956
d'Etudes		1.705	1.823	1.836	1.521
Autres (adm. + coml)		352	397	408	416
Effectifs Ingénieurs & Cadres		1.072	1.145	1.168	1.028
Effectif TOTAL		10.219	8.574	7.050	4.893
dont région parisienne					
dont loués					
Effectif sous-traitance de charge		633	190	177	91

* Les écarts industriels et leur origine seront indiqués s'ils sont significatifs.
** Tous les effectifs indiqués sont les effectifs moyens de l'année.

RÉSERVÉ SOCIÉTÉ

Une autre donnée est la baisse du marché P.T.T. intervenant après une forte expansion dans les années 70. Pour compenser, les groupes se lancent à la conquête des marchés d'exportation. Les prévisions de L.M.T. pour sa division Commutation publique sont de porter à 40 % la part de l'export dans les prises de commandes en 1984.

Cette restructuration, ce redéploiement de tout un secteur correspondent tout à fait aux orientations actuelles des monopoles capitalistes et l'on en connaît les conséquences pour les travailleurs : licenciements d'une partie et aggravation des conditions de travail pour ceux qui restent.

Pour les patrons, bien sûr, seule la mutation technologique est en cause. Certes, c'est une réalité, même en réduisant le temps de travail et en améliorant les conditions de travail, il faudrait moins de monde pour fabriquer et installer le même nombre de lignes téléphoniques. Mais comment résoudre ce problème ? En partant des intérêts des travailleurs et donc en préparant de longue date la reconversion vers d'autres productions ? Est-il besoin d'écrire qu'il n'ent est rien actuellement ?

Outre le fait que le progrès technique ne se traduit pas par une amélioration des conditions de vie et de travail, il n'est vu que comme un moyen de décrocher une part plus importante du marché, d'augmenter les profits d'une poignée de P.D.G. et d'actionnaires. Partant de cette logique, le travailleur peut être *« jeté après usage »*.

Les plans de la direction

Récemment, la C.F.D.T. a publié des extraits d'un document de la direction fixant la stratégie de la Commutation publique pour les années 80-84. Il illustre parfaitement ce que nous écrivions précédemment : les patrons ne s'intéressent qu'à leur chiffre d'affaires, leurs profits.

Voilà résumé leur façon de procéder ; surtout éviter une autre « sidérurgie », dégraisser les effectifs le plus possible en douceur, rentabiliser au maximum. Voyons dans le détail les moyens utilisés.

LE MATERIEL TELEPHONIQUE THOMSON-CSF

TABLEAU 4 (Première Partie)
HYPOTHESES, OBJECTIFS ET STRATEGIES

COMMUTATION PUBLIQUE

LMT 905.900

Réf.	FAITS ET HYPOTHESES Menaces ou opportunités / Forces ou faiblesses	OBJECTIFS
A	B	C
6	Le passage aux techniques de commutation électronique nécessitent un effectif – quantitativement moindre – qualitativement différent	Adapter les ressources aux besoins – dans des conditions socialement acceptables – au moindre coût

STRATEGIES	PROGRAMMES D'ACTIONS
D	E
. Sauvegarder un ratio acceptable Dépenses/Ventes	Plan de réduction du personnel de gestion mis au point Plan d'introduction de moyens d'essais plus performants établi.

Pour maintenir l'activité à un niveau financièrement acceptable et socialement supportable, le développement de l'activité à l'export et l'extension des productions à la péricommutation sont indispensables. Mais en dépit des efforts à déployer dans ces deux directions, le chiffre d'affaires prévisionnel de la Division stagne au-delà de 1982 et d'autres programmes ont été élaborés pour compléter les stratégies présentées dans la présente Section D (Voir Section C).

LICENCIEMENTS DANS LES ENTREPRISES SOUS-TRAITANTES

Que ce soit en fabrication ou en installation L.M.T. utilisait beaucoup la sous-traitance. La production électro-mécanique baissant, les travaux effectués dans de petites entreprises sous-traitantes ont été rapatriés. Cela a entraîné de nombreux licenciements sans riposte importante du fait de la dispersion de ces entreprises et du peu d'implantation syndicale. Sur les chantiers ce sont plus de 500 emplois qui ont été ainsi supprimés. Là, la sous-traitance se doublait souvent d'un véritable trafic de main d'œuvre par l'intermédiaire de boîtes d'intérim. Au total on peut estimer à environ 2 000 le nombre de travailleurs licenciés par L.M.T.-Thomson sans que cela apparaisse ainsi.

CHOMAGE PARTIEL.
TRAVAIL A MI-TEMPS

Dans les usines de Brest, Eu, St-Nicolas (Seine Maritime), des réductions d'horaires ont été imposées. Pour le patron cela présente beaucoup d'avantages. D'abord l'Etat prend en charge une grande part de l'indemnisation jusqu'à concurrence de 400 heures par an. Si le temps de travail diminue de 20 % ou de 40 % la production ne diminue pas d'autant car il se débrouille pour augmenter les cadences, éliminer les temps morts. Pour les ouvrières (les femmes constituent la plus grande des

effectifs de production), la perte de salaire n'est pas très importante et une journée en moins de travail par semaine ça permet de *« souffler un peu »*. En général tout l'effectif n'est pas touché par cette mesure et une division supplémentaire s'instaure entre les travailleurs. L'expérience montre qu'à chaque fois la mobilisation a été difficile pour contrer cette tactique.

Dans d'autres usines, c'est le travail à temps partiel qui est proposé. On peut considérer cela comme du chômage partiel volontaire. Toute une propagande est orchestrée, particulièrement en direction des femmes. A Laval-sept-Fontaines, plus d'une centaine ont accepté.

PRIMES AU DEPART VOLONTAIRE

Elles commencent à se développer dans tous les établissements de L.M.T. Attribuées à la tête du client, elles varient entre 10 000 et 40 000 francs. Le but est de se débarrasser à bon compte de plusieurs centaines de travailleurs tout en encourageant les solutions individuelles. Mais que vont devenir ceux ou celles qui ont choisi la prime ? Pour beaucoup après une période de chômage ce sera l'intérim ou les contrats à durée déterminée.

LES MUTATIONS

La réorganisation totale de l'entreprise s'accompagne de transferts de services entiers : de Boulogne vers Colombes ou Laval, de Colombes vers Brest, d'Orvault vers Laval... Aux Installations, la charge de travail diminuant en région parisienne de plus en plus de travailleurs subissent des pressions pour aller en grand déplacement. Avec ces mouvements, la direction compte bien supprimer des emplois. C'est ce que des miliants syndicaux appellent *« le principe de l'essoreuse »*.

A toutes ces mesures, il faut ajoute la répression. Elle est particulièrement importante à Eu et à Orvault. Le directeur de l'usine d'Eu fait dresser des listes d'indésirables. Tous les mois il y a des licenciements individuels pour le moindre prétexte. En créant un climat de terreur, la direction vise à étouffer toute tentative de lutte et à maintenir les sections syndicales dans un état de faiblesse.

A Orvautl, près de Nantes, c'est surtout vis à vis des délégués que la répression s'exerce. Après une mise à pied collective des 19 délégués (C.G.T. et C.F.D.T.) ce son récemment trois délégués C.F.D.T. qui ont à nouveau été mis à pied trois jours pour soi-disant injures à la direction.

LA LUTTE DES TRAVAILLEURS

Pour l'instant, il faut le reconnaître, la riposte de l'ensemble des travailleurs de L.M.T.-Thomson à ces plans de suppressions d'emploi n'a pas été suffisante. La seule action conséquente s'est déroulée à l'usine de Brest au 1er trimestre 1979. Elle a abouti à la garantie de l'emploi pour l'année 1979, à la mise en place d'un secteur diversification. A la même époque en Bretagne des actions coordonnées ont été menées par les travailleurs de la téléphonie : A.O.I.P., Ericsson, G.C.G.T., L.T.T...

Sur la région parisienne, la mobilisation est beaucoup plus difficile.

A Colombes, lors du transfert de fabrication Cergy il y a eu des licenciements. Les 130 travailleurs de la téléphonie de Cergy vont sûrement se retrouver en chômage partiel d'ici peu. La valse des mutations a commencer pour plusieurs centaines de Boulogne à Colombes. Pour l'instant, les bureaux d'études ne sont pas touchés par les suppressions d'emploi, au contraire on y embauche.

Aux Installations Montrouge et Colombes, la direction entend diviser par deux les effectifs. Elle veut aussi créer des régions avec des établissements distincts qui accentueraient la division des travailleurs et permettraient à terme une remise en cause plus facile des acquis.

Malgré les différences de situation, une action rassemblant les travailleurs de la région parisienne a eu lieu le 11 décembre au siège social à Colombes. Le directeur général adjoint y a été retenu dans son bureau pendant plus d'une heure.

Le 18 janvier, 200 grévistes de L.M.T., principalement des chantiers ont participé à la manifestation des Thomson boulevard Haussmann. Ces actions allant dans le sens de l'unité des travailleurs d'un même trust sont à développer.

Mais pour mettre en échec les plans de la Thomson, il reste beaucoup à faire :

Renforcer encore cette unité, mener des actions qui touchent réellement aux profits en bloquant la production des systèmes électroniques.

La réunion salariale du mois de mars sera peut-être l'occasion de développer des actions coordonnées dans tous les établissements de L.M.T.-Thomson. C'est ce que prépare les sections syndicales C.F.D.T. et C.G.T.

Im. spé. HR — Supplément à l'Humanité Rouge No 1199

L'AGRESSION VIETNAMIENNE EN ECHEC

Récemment Mme Ieng Thirith, ministre des Affaires sociales du gouvernement du Kampuchéa démocratique, a bien voulu nous accorder un entretien et répondre à nos questions concernant la situation militaire actuelle au Cambodge et les perspectives ouvertes par l'adoption en décembre dernier d'une nouvelle ligne politique stratégique.

Interview de Mme Ieng Thirith

Nouvelle politique stratégique du gouvernement du Kampuchéa Démocratique

Pourriez-vous Madame le ministre, nous parler de la situation militaire, cinq mois après l'offensive de la saison sèche, qui au dire des Vietnamiens devait voir l'écrasement de la résistance ?

Cela fait en effet cinq mois que cette offensive, divisée en trois phases, a commencé. Le but des Vietnamiens était d'abord de nous nettoyer complètement de la partie orientale limitrophe du Vietnam et du Laos composée de la région du Nord-Est (provinces de Ratanakiri, Mondulkiri, Stung Treng et Kratié) et de la région centrale (provinces de Kompong Cham et de Kompong Thom—.

Ils ont lancé quatre divisions vers les provinces du Nord-Est et quatre autres vers les deux du Centre.

Notre tactique de guérilla nous a permis, tout en évitant les batailles frontales où nous sommes inférieurs en nombre et armement, de remporter de nombreux succès. Les Vietnamiens se sont retrouvés fixés, immobilisés, à la fin de la première phase en novembre. En décembre-janvier, ils ont recommencé le même type d'offensive avec trois divisions supplémentaires (portant leurs effectifs de 220 000 à 250 000 hommes). Malgré de grandes opérations, ils se sont trouvés à nouveau fixés et bloqués par nos guérilleros.

Nous arrivons maintenant à la troisième phase de la saison sèche. Comme ils ont vanté partout l'invincibilité de leur armée, dit que la saison sèche serait déterminante, il fallait bien qu'ils fassent quelque chose en février. C'est pour cela qu'on a assisté à un mouvement de troupes retirées des villes vers la frontière thaïlandaise. Ils ont voulu faire un coup d'éclat et on rassemblé leurs efforts pour s'emparer de Phnom Chatt (Mont-Ombrelle) qualifié pour les besoins de la cause de *« plus grande forteresse des Khmers rouges »*. Mais que c'est-il passé ? Après qu'ils aient lancé beaucoup de troupes sur Phnom Chatt, les guérilleros les ont encerclés et chassés de Phnom Chatt. Nous avons repris Phnom Chatt qui est maintenant entre nos mains et nous sommes en train de pourchasser les Vietnamiens vers l'intérieur.

Donc la situation militaire est actuellement très favorable. Etant donné qu'ils se trouvent en échec après cinq mois, affaiblis, usés, nous estimons que les Vietnamiens ne pourront emporter de succès dans les derniers mois de la saison sèche. S'ils pouvaient espérer nous infliger des coups, c'est dans la première phase où leurs forces étaient toutes fraîches. C'est pourquoi nous pouvons dire qu'ils sont en train d'échouer dans leur fameuse offensive de la saison sèche.

Pensez-vous que le Vietnam sera en mesure de soutenir pendant longtemps un tel effort de guerre ?

Du fait de l'invasion de l'Afghanistan par l'armée soviétique et de la rude guerre que l'Union soviétique est obligée d'y soutenir directement, nous constatons qu'elle diminue son aide au Vietnam. Cela se reflète dans l'état des prisonniers de guerre que nous avons capturé. Leurs uniformes sont usés, rapiécés, déchirés. Pour transporter de l'eau ils n'ont plus de bidons et n'emploient que des bouteilles. Ils sont très maigres car ils n'ont plus gère à manger. C'est en fait l'aide humanitaire qu'ils soustraient qui leur permet de continuer cette guerre. Leur moral est très bas parce que la guerre dure sans



Mme Ieng Thirith reçue chaleureusement par des femmes cambodgiennes.

qu'ils voient d'issue. Ils sont obligés de combler les pertes que nous leur faisons par des jeunes écoliers venus du Sud. Les troupes venant du Nord ont été décimées et les autorités de Hanoï sont obligées d'utiliser les Vietnamiens du Sud bien qu'ils n'aient pas confiance en eux. Les soldats vietnamiens souffrent de nombreuses maladies, sont fauchés par la malaria, et nous assistons quotidiennement à des défections. Ils sont de plus en plus nombreux à déserter et passer de notre côté, car ils connaissent maintenant notre politique vis-à-vis des prisonniers de guerre. Ils savent qu'ils ne risquent pas la mort et que nous les aiderons à retourner chez eux ou à aller en Thaïlande. Au moment des batailles, chaque fois qu'ils le peuvent, ils jettent leurs armes, lèvent les bras et viennent chez nous. Quand nous leur demandons où ils veulent aller ils font toujours la même réponse : « *Tant que Le Duan est là, je ne rentre pas au pays, aidez-moi à aller en Thaïlande* ». Ils sont obligés de se battre parce que s'ils n'avancent pas, ils sont fusillés par les chefs qui sont derrière. En plus, les autorités de Hanoï sont empêtrées dans toutes sortes de difficultés à l'intérieur de leur propre pays, sur les plans économique, politique et diplomatique comme en témoigne la récente crise ministérielle à Hanoï. Il faut signaler que les autorités de Hanoï ont à faire face à une résistance interne de la part des Vietnamiens du Sud, des khmers kroms et des montagnards de la DEGA-FULRO



L'un des problèmes fondamentaux du peuple khmer aujourd'hui... résoudre la question de l'alimentation pour résister à la guerre de famine que mène les Vietnamiens.

Pourriez-vous nous parler des perspectives militaires et politiques de cette guerre de résistance contre l'agression vietnamienne ?

Mener une guerre de longue durée est tout à fait possible, d'autant que la période la plus difficile est déjà passée. Mais le prix à payer serait trop cher en vies humaines. C'est pour cela que nous avons lancé une nouvelle ligne politique stratégique. Elle a comme but unique de sauvegarder la survie du peuple, de notre nation et de notre race, menacées de disparition par la guerre spéciale d'extermination raciale des agresseurs vietnamiens de la clique Le Duan. Je ne dis pas « *tous les Vietnamiens* » : c'est la clique Le Duan.

Cette nouvelle politique stratégique a des implications tant sur le plan intérieur que sur le plan extérieur.

Sur le plan intérieur nous suspendons la Constitution de 1976, pourtant votée par notre peuple et employons le programme du Front de grande union nationale patriotique et démocratique comme Constitution provisoire. Ceci en attendant des élections générales libres au scrutin secret et direct tenues sous la supervision du secrétaire général de l'O.N.U. ou de son représentant. Nous garantissons les libertés individuelles. Nous restituons la propriété privée. Ceux qui veulent vivre en propriété privée pourront le faire. Ceux qui veulent se rassembler en coopératives pourront le faire également. Nous accepterons aussi les investissements étrangers.

On nous dit : « *si les troupes vietnamiennes se retirent, il ne restera plus que nous, et quelle garantie avons-nous que vous appliquerez le programme du Front ?* ». Mais celle de l'O.N.U., qui supervisera tout cela : le retrait des troupes vietnamiennes, le déroulement des élections jusqu'à ce que le peuple ait choisi son propre régime, son propre gouvernement. De plus nous invitons l'O.N.U. à venir superviser l'application de notre programme politique en tant que Constitution provisoire. Comme vous le savez, le 29 octobre, nous avons demandé à l'O.N.U. d'intervenir pour superviser la distribution des aides humanitaires nécessaires à notre peuple.

En ce qui concerne la politique extérieure il y a deux points essentiels. Premièrement le Kampuchéa doit être indépendant, uni, pacifique, démocratique, neutre et non aligné. Nous appliquons les cinq principes de la coexistence pacifique, voulons vivre en bons termes avec nos voisins comme avec tous les pays du monde. Si le Vietnam renonce à son expansionnisme, à ses visées sur le Kampuchéa, nous sommes prêts à redevenir amis. Si les Soviétiques ne veulent plus de mal à notre pays, nous redeviendrons amis. C'est



Les femmes comme les hommes participent activement à la lutte contre l'agression vietnamienne.

dire notre bonne volonté. Nous sommes un petit peuple et n'avons pas besoin de chercher querelle aux autres. Alors que notre pays, riche en ressources, est actuellement l'un des plus pauvres, nous avons besoin de tout notre peuple pour le reconstruire et élever le niveau de vie.

Le deuxième point c'est que nous souhaitons recevoir l'assistance et la coopération internationale dans tous les domaines : économique, social, culturel, scientifique, technique, etc.

Quelle importance attribuez-vous à cette opération et cette assistance ?

Nous en avons grand besoin et il y a deux raisons à cela. La première c'est que le Vietnam est notre voisin. L'ennemi a une frontière commune de mille kilomètres avec nous. Même s'il est contraint de retirer ses troupes du Kampuchéa, il ne renoncera jamais à son ambition de l'avaler pour former la Fédération indochinoise. Nous avons donc vraiment besoin de l'assistance et de la coopération internationale pour notre survie et pour garantir notre neutralité et empêcher la main-mise du Vietnam sur notre pays.

La deuxième raison, c'est que la guerre qui sévit au Kampuchéa est une guerre spéciale d'extermination raciale, tout à fait différente des guerres coloniales classiques. Les colonialistes veulent conquérir et contrôler la population. Les Vietnamiens, eux exterminent la population pour s'emparer du territoire, ce qui est tout à fait différent.

Je crois que l'opinion internationale n'a pas bien saisi le sens et la nature de génocide de cette guerre. C'est une guerre spéciale d'extermination raciale et non une simple guerre coloniale. C'est pire qu'Hitler. Hitler massacrait les Juifs mais non pas toute la population. Lorsqu'il entrait dans un pays il laissait la population en vie et ne massacrait que les opposants. Les Vietnamiens, eux, ne font pas de distinction et massacrent tout le monde. Avec leurs tanks ils écrasent des villages entiers. Non contents de cela, ils recourent ensuite à la famine pour exterminer le plus de gens possible. Ils ont déjà tué plus de deux millions de Kampuchéens et s'ils ont avancé le chiffre de trois millions pour les prétendus massacres avant leur invasion, c'est que cela correspond au nombre de Cambodgiens qu'ils prévoient d'exterminer. Ils emploient l'arme la plus barbare, qui soit, celle que même Hitler n'a pas osé employer, l'arme de la famine qui a déjà tué la plus grande partie des plus de deux millions de Kampuchéens exterminés. En outre ils recourent aux armes chimiques dont les gaz toxiques, condamnées par les conventions internationales et par la communauté internationale. Ils détruisent tout ce que nous avons fait en trois années, nos barrages, nos réservoirs d'eau, etc. Donc au sortir de cette guerre notre pays sera complètement dévasté. Il nous faudra l'assistance et la coopération internationale pour le reconstruire, pour relever le niveau de vie de notre peuple. Ce sera une nécessité vitale pour nous. Ainsi notre nouvelle ligne politique est bien vraiment stratégique et non pas tactique ou conjoncturelle. Elle persistera durant les générations à venir, parce que les Vietnamiens seront toujours là et que nous aurons besoin de sauvegarder notre survie, celle de notre nation pendant plusieurs générations. C'est là la meilleure garantie, pour les gouvernements occidentaux, de notre sincérité.



Un des nombreux réseaux grâce auxquels les Khmers rouges ravitaillent la population.

Pensez-vous que les pays occidentaux aient un rôle à jouer dans la solution politique que vous préconisez à la guerre d'agression du Vietnam ?

Après 1975, au lieu de rassembler toutes les forces de la nation pour reconstruire le pays, les dirigeants du Vietnam les ont jeté dans des guerres de conquête. L'économie du Vietnam est dans le chaos. Il dépend complètement de l'étranger depuis les vivres, les vêtements jusqu'aux fusils et doit tout importer. Les Soviétiques dépensent chaque jour trois millions de dollars pour la guerre du Vietnam au Kampuchéa. Mais sur le plan économique le Vietnam dépend surtout des pays occidentaux. Si ces derniers coupaient catégoriquement leurs aides au Vietnam, même avec des mitraillettes, des mitrailleuses, de l'artillerie soviétique, il ne pourrait plus envoyer ses troupes combattre hors de son territoire. Nous demandons donc que les gouvernements occidentaux fassent pression sur le Vietnam pour qu'il applique la Résolution votée le 14 novembre, à une quasi-unanimité de 91 voix contre 21 par la 34e session de l'Assemblée générale de l'O.N.U.

Il faut appliquer cette résolution, tenir des élections générales libres au scrutin secret et direct, sous la supervision directe du secrétaire général de l'O.N.U. ou de son représentant. Donc, il faut qu'il y ait les forces de l'O.N.U. pour contrôler le retrait des troupes vietnamiennes et pour contrôler les élections et l'application de notre programme politique. Voilà notre position concernant la solution politique. Parce que beaucoup disent « *Vous n'envisagez que la solution militaire* ». Nous répondons : Non ; nous voulons bien pour que survive le plus grand nombre possible de nos habitants d'une solution politique. Mais cette solution, l'O.N.U. en a déjà fait état. Donc ce n'est pas de la nécessité ou non pour le Vietnam de retirer ses troupes qu'il faut discuter, mais, conformément à la Résolution, de la manière dont s'effectuera le retrait, dont il sera supervisé, dont seront supervisées les élections générales libres au Kampuchéa.



Assemblée dans un village des maquis.

Cette solution serait prise pour le bien de tous et pas seulement du Kampuchéa. Actuellement le Kampuchéa constitue un barrage, et sans la lutte de notre peuple, il y a longtemps que le Vietnam aurait envahi la Thaïlande et les autres pays avoisinants. Comme vous le savez, les Soviétiques veulent contrôler le détroit de Malacca. Une fois le détroit atteint, c'en sera fini pour le Japon et l'Occident... Donc il faut bien voir qu'en luttant, en donnant nos vies chaque jour pour la cause de la survie du Kampuchéa, nous servons la cause de l'Occident et d'autres pays, en premier lieu l'ASEAN. Les pays de l'ASEAN le savent et c'est pour cela qu'ils nous soutiennent. Je voudrais ajouter aussi que l'affaire de l'Afghanistan n'est que la conséquence de celle du Kampuchéa. Si au moment de l'invasion de l'armée vietnamienne au Kampuchéa, les gouvernements occidentaux avaient été fermés pour exiger le retrait de ses troupes, les Soviétiques n'auraient pas osé agresser l'Afghanistan comme ils l'ont fait.

A propos de la nouvelle ligne politique stratégique, a-t-elle la signification d'une adaptation à une situation nouvelle, ou comme le pensent certains, en quelque sorte d'une rectification ?

A ma connaissance, elle a pour objectif de s'opposer à la guerre spéciale d'extermination raciale qui met en danger la survie de notre peuple, de notre race. Dans cette situation, seule la survie de notre peuple et de notre race compte. Toute question idéologique doit être mise à l'écart. Il faut changer la ligne pour permettre l'union de l'ensemble du peuple tout entier, et développer un vaste front de solidarité internationale contre l'agression des expansionistes régionaux vietnamiens soutenus par les expansionistes mondiaux soviétiques. Il ne s'agit pas de rectification mais d'un changement fondamental. Plus de révolution socialiste, plus de construction socialiste, c'est un changement radical, de fond en comble.

Quelles dispositions avez-vous prises pour rallier de nouvelles forces à la solution politique que vous préconisez ? Avez-vous entamé des pourparlers ?

Oui. Nous voulons unir tous les Kampuchéens, sans distinction de tendances politiques, de croyances religieuses, sans tenir compte de leur passé, que ce soit les gens de Lon Nol, de In Tam, de Son Sann. Qui que se soit, pourvu qu'ils combattent les Vietnamiens nous leur souhaitons la bienvenue. Même s'ils ne veulent pas entrer dans le Front de grande union nationale patriotique et démocratique, pourvu qu'ils combattent les Vietnamiens, nous les soutenons. Comme vous voyez nous rejetons toute étroitesse d'esprit. Khieu Samphan assure la présidence provisoire du Front pour laisser la place à une personnalité appartenant éventuellement à d'autres forces. Nous ne prenons que les ministères qu'il est indispensable de faire fonctionner actuellement et laissons non attribués beaucoup de postes.

Le prince Sihanouk a fait, récemment une proposition allant dans le sens d'élections sous l'égide de l'O.N.U. Pensez-vous qu'il y ait possibilité de convergences dans ce sens ?

Voyez, nous avons montré notre bonne volonté. Je crois que cela dépend de lui. C'est à lui de choisir en fonction de la position qu'il prend à l'égard des agresseurs vietnamiens. Il n'est pas possible d'avoir une position intermédiaire. Quant à nous, notre porte lui est grande ouverte. Il peut entrer à n'importe quel moment, même maintenant pour combattre les agresseurs vietnamiens.

Propos recueillis par Jean Quercy

A l'appel de «Solidarité Cambodge»

Meeting et manifestation à Paris à l'occasion du 5eme Anniversaire de la libération du Cambodge

Mouvement solidarité Cambodge

SOLIDARITE CAMBODGE tient dès maintenant à la disposition des comités et de tous ceux qui souhaitent venir en aide au peuple cambodgien menacé de famine et de génocide par l'agression vietnamienne.

Des bons de souscription (10 F) : les sommes recueillies seront adressées selon le choix des souscripteurs à l'U.N.I.C.E.F., au Comité International de la Croix Rouge, et à la Croix Rouge du Kampuchéa Démocratique.

Des cartes postales (1 F) : elles sont destinées à être adressées à l'ambassade du Vietnam avec le texte suivant : « Conformément à la résolution de l'O.N.U. adoptée par 91 pays, suite à l'appel de la Conférence Internationale de Stockholm rassemblant des personnalités mondiales de divers horizons politiques, philosophiques ou religieux, l'exige :

– Que les autorités vietnamiennes laissent les organisations humanitaires porter directement secours à la population cambodgienne.

– Que les troupes vietnamiennes quittent le territoire national du Cambodge. »

Vous pouvez également commander dès maintenant cette plaquette, destinée à retracer les objectifs de la Conférence de Stockholm, du Mouvement SOLIDARITE CAMBODGE, et à faire connaître dans ses grands traits la cause pour laquelle lutte le peuple cambodgien.

D'UN COUP DE CRAYON

MAINTENIR LE POUVOIR d'ACHAT DEVIENT de PLUS en PLUS AMBITIEUX !

AUSTERITE

POUVOIR D'ACHAT

Y'A QUE MOI QUI TRAVAILLE ICI ! ...

IBM

SALAIRES

FICHAGE INFORMATIQUE des TRAVAILLEURS IMMIGRES

par Sylvestre.

UNITÉ D'ACTION

LA REDUCTION DU TEMPS DE TRAVAIL ET LA CREATION D'EMPLOI

Cette question se trouve largement débattue au sein des organisations syndicales notamment au sein de la C.F.D.T. A l'origine de ce débat on trouve l'échec des négociations avec le patronat sur cette question et les nombreuses difficultés qu'ont rencontré les militants quand il s'est agi de lier réduction du temps de travail et création d'emploi.

Charles Malloire

Echec et débat

Les discussions entre syndicats et patronat sur la réduction du temps de travail ont échoué. Cet échec survient alors que la C.F.D.T. avait axé lors de son dernier congrès son activité sur le mot d'ordre « travailler moins pour travailler tous », et c'est conformément à cette orientation qu'elle avait engagé avec les autres organisations syndicales des discussions avec le patronat sur cette question. Ces discussions, à qui on allait donner le nom de négociations, furent l'occasion de quelques actions qui ne réussirent pas à mobiliser la grande masse des travailleurs.

Cet échec suscite bien des interrogations en particulier au sein de la C.F.D.T. Cela sanctionne sévèrement une orientation qui se voulait réaliste, qui avait pour mission de faire sortir le mouvement syndical du « ghetto » des slogans. Dans la mesure où cet objectif n'a pas vu se rassembler les travailleurs, l'orientation de la C.F.D.T. adoptée à Brest en matière de réduction de temps de travail et de création d'emploi est donc un échec.

C'est pour cela que de nombreuses organisations ont entrepris une réflexion, comme dans la F.G.M., pour tirer un bilan de cette orientation.

UNE DISCUSSION RICHE PAR L'AMPLEUR DE LA REFLEXION

Il nous semble interessant de présenter quelques axes de réflexion qui ressortent de la discussion de cette orientation.

LA REDUCTION DU TEMPS DE TRAVAIL : UNE ASPIRATION PROFONDE DES TRAVAILLEURS

Cet objectif demeure une revendication fondamentale de la classe ouvrière de notre pays impérialiste. Elle correspond à la volonté des travailleurs de se soustraire à l'exploitation dont ils sont victimes.

— Réduire le temps de travail c'est réduire, dans la vie d'un ouvrier, la partie de sa vie consacrée au travail salarié sur lequel les détenteurs des moyens de production accumulent leur capital.

La réduction du temps de travail constitue de nos jours une revendication qui permet à la classe ouvrière de résister à l'exploitation en réduisant la quantité de travail fourni aux capitalistes.

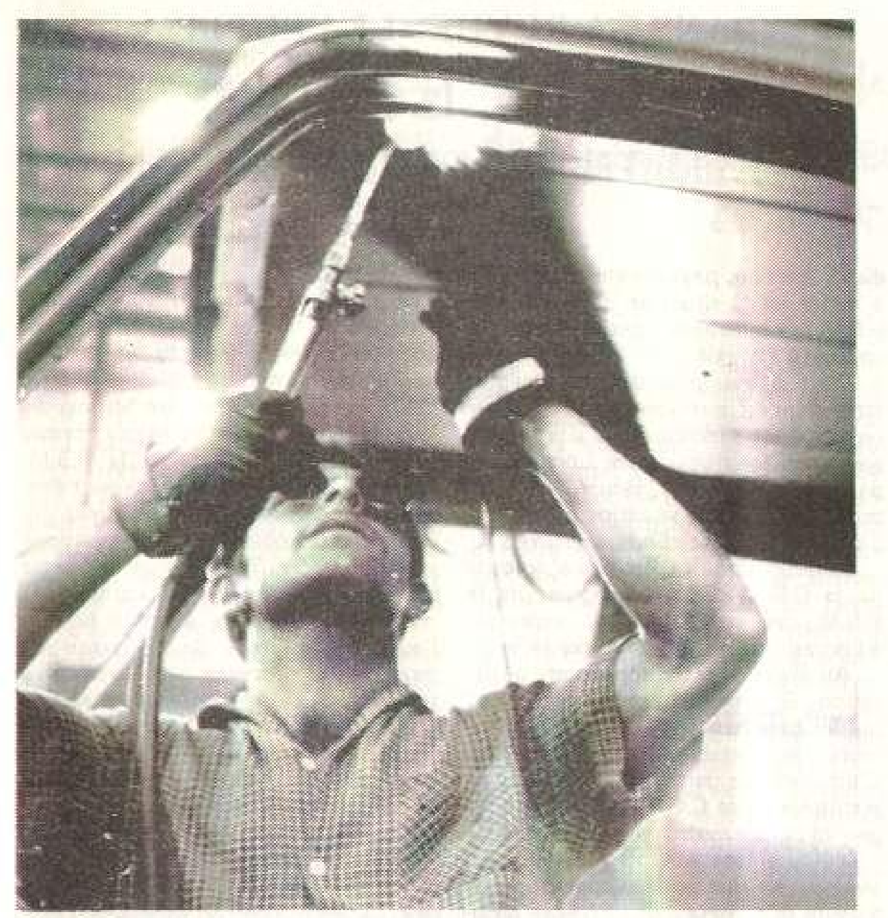
Cette chose dite, il ne faut pas se faire d'illusions sur le caractère décisif de cette revendication. L'acquis que peut représenter une réduction du temps de travail se trouve sans cesse remis en cause.

En introduisant les heures supplémentaires, en modernisant les machines les capitalistes compensent les réduction d'horaire qu'ils concèdent par un accroissement de la productivité.

Ainsi la lutte pour cet objectif, si juste soit-elle pour la classe ouvrière, tournera toujours à l'avantage des capitalistes tant que ceux-ci seront les propriétaires des moyens de production. La classe ouvrière pourra remporter des victoires momentanées, comme par exemple la loi des 40 h, les 4 semaines de congé, la 5e semaine, l'abaissement de l'âge de la retraite, etc. Ces victoires seront toujours remises en cause par l'accroissement de la productivité qui au détriment de la santé et des conditions de travail des ouvriers permettra aux capitalistes d'accroître sa production.

Ce qui se décidera du caractère de la réduction d'horaire, à savoir si elle profite d'une façon durable ou non aux travailleurs, c'est le type de propriété des moyens de production.





Quand les capitalistes acceptent une réduction du temps de travail, ils tentent par tous les moyens de la compenser en augmentant les cadences.

LA REDUCTION DU TEMPS DE TRAVAIL ET LA CREATION D'EMPLOI :

Aujourd'hui cette question revêt un aspect particulier dans la mesure où certains ont tenté de lier réduction du temps de travail et création d'emploi.

Déjà en 1936 cette question s'était trouvée soulevée : la réduction dut temps de travail à 40 h hebdomadaire entraînerait-elle des créations d'emploi ou au contraire du chômage.

Si nous prenons en compte la réflexion réalisée par des commissions syndicales sur cette question, il ne semble pas que l'on puisse tirer de loi.

Il y a des cas où la réduction du temps de travail correspond dans certaines conditions à la volonté du patronat. Cela se produit dans les circonstances d'un excès de production, d'un besoin de réorganiser le travail et de rendre plus souple l'utilisation du personnel.

Cela se traduit par des réductions d'horaires sans compensation prolongées ou circonstancielles (chômage partiel), le développement du travail en équipe (sur une machine cela fait 2 x 8 : pour l'ouvrier cela fait 7 h 34 de travail effectif au lieu de 8 h effectives à la journée), etc. Nous retrouvons toujours les deux mêmes termes à la Base de ces décisions : augmentation de la productivité et diminution des coûts de production.

On trouve ces idées dans les prévisions patronales ; et on peut constater que ces estimations sont réalisées dans la perspective de changement limités et réversibles. Le patronat veut se garder la possibilité de pouvoir revenir à 40 h, 42 h, etc.

Dans d'autres cas, l'abaissement de l'âge de la retraite ou la réduction de la journée de travail peuvent, si ce n'est pas compensé par une modification technologique, entraîner l'embauche de personnel afin de maintenir le niveau de production.

En fait si on réalisait un calcul arithmétique, l'abaissement de l'âge de la retraite, l'allongement des congés payés, la cinquième équipe créraient 500 000 emplois. Outre l'absurdité de ce calcul, cela ne permettrait pas de résorber le chômage.

En réalité la réduction du temps de travail ne se traduit pas forcément par la création d'emploi. De nos jours, ce sont les heures supplémentaires, le travail intérimaire qui compensent le plus souvent la fluctuation des charges de travail ou les réductions d'horaires.

Les diminutions d'horaires s'accompagnent toujours, immédiatement ou à terme, de mesures visant à accroitre la productivité, qui rendent inutiles le calcul simpliste associant à toute réduction d'horaires autant d'heures de travail susceptibles de permettre la création d'un ou plusieurs emplois.

La réduction du temps de travail n'en reste pas moins une revendication fondamentalement juste. Elle doit être liée aux augmentations de salaires, à l'amméliortion des conditions de travail, et à la garantie de l'emploi.

Cette revendication constitue un objectif qui tend à résister à l'exploitation, si on ne lui associe pas l'illusion qu'elle contribue à créer des emplois. Le niveau de l'emploi dépend du niveau d'activité de l'économie. Il dépend de la volonté du patronat d'augmenter la concurrence entre les ouvriers afin de rendre plus favorables les conditions de la réorganisation de son industrie, de redéploiement de ses capitaux deans des secteurs d'activité lui offrant des profits plus importants. L'emploi est directement soumis aux besoins du patronat qui peut licencier massivement pour accroitre la productivité de ses entreprises et restructurer ou au contraire utiliser à 100 % la force de travail que représente l'ensemble des ouvriers.

Tant que les patrons seront détenteurs des moyens de production le niveau de l'emploi sera soumis à ces fluctuations qui servent les intérêts des monopoles. Si la réduction du temps de travail constitue une juste revendication qui permet aux ouvriers de résister à l'exploitation capitaliste, c'est la suppression de la propriété privée des moyens de production qui permettra aux travailleurs d'avoir la garantie de l'emploi et supprimera le chômage.

Dans la revue « Le PEUPLE » nº 1077, G. Seguy précise la position de la C.G.T. à propos de quelques questions qui préoccupent l'ensemble des syndicalistes européens.

INTERVIEW DE G.SEGUY
DANS LA REVUE «LE PEUPLE»

La CGT, la FSM et le mouvement syndical européen

LA C.G.T. ET LE MOUVEMENT SYNDICAL « REFORMISTE »

Le caractère de certaines confédérations syndicales suscite de nombreux débats aussi bien à la C.G.T. qu'à la C.F.D.T. A propos de cette question, le secrétaire de la C.G.T. développe son point de vue. G. Seguy considère que le mouvement syndical sera de toute façon amener à imposer des « réformes économiques, sociales, politiques, culturelles dans la société ». Pour cela les syndicats même réformistes seront conduits à rompre avec une pratique de collaboration de classe pour faire aboutir ces réformes. Cela incite le premier secrétaire de la C.G.T. à considérer qu'« il y a d'énormes possibilités de convergence entre des syndicats du type D.G.B. ou T.U.C. en R.F.A. et en Grande-Bretagne et ceux qui se réclament de principes différents comme la C.G.T. en France ou la C.G.I.L. en Italie ». Il est difficile d'adhérer à cette analyse d'autant que la référence aux mêmes principes peut conduire à une action totalement différente, comme l'illustrent les actions de la C.G.T. ou de la C.G.I.L. Cette présentation recouvre en fait une volonté de la C.G.T. d'adhérer à la C.E.S., qui regroupe les organisations syndicales qualifiées justement par la C.G.T. de réformistes. L'adhésion de la C.G.T. à la C.E.S. se fera selon G. Seguy avant 10 ans. Nous suivrons la réunion de la C.E.S., au mois de mars, qui doit examiner les demandes d'adhésion de la C.G.T. et de la confédération des syndicats portugais.

LA C.G.T. ET LES DIFFERENTS REGROUPEMENTS INTERNATIONAUX DE SYNDICATS

Exprimant la volonté de la C.G.T. d'œuvrer à un nouveau regroupement international des forces syndicales, G. Seguy effectue un tour d'horizon des différentes internationales qu'il considère « reposer sur des considérations surannées »: La F.S.M., d'après le secrétaire de la C.G.T. est « handicapée par le poids spécifique écrasant » des organisations des Pays de l'Est et de l'Union soviétique. Le rôle des syndicats dans ces pays conduit G. Seguy à apprécier la situation au sein de la F.S.M. « tellement pesante qu'elle confine à l'inertie ».

C'est à peu près dans les mêmes termes qu'est critiquée la C.I.S.L. qui regroupe les syndicats liés aux grands partis sociaux démocrates. Lorsque ces partis sont au pouvoir, ajoute G. Seguy, cela conduit à une situation « peu propice à la tolérance et à l'ouverture ».

Cette critique marque une volonté de la C.G.T. de se désengager de la F.S.M., volonté largement exprimée à l'occasion du 40e congrès confédéral.

Au cours de cette importante déclaration, G. Seguy présente les raisons qui lui semblent être à la base des facteurs de déstabilisation du monde. C'est dans les termes suivants que le secrétaire de la C.G.T. est amené à se prononcer sur cette question :

« Il y a face aux pays développés, des pays en voie de développement par ailleurs possesseurs de richesses naturelles énormes qui n'ont pas les moyens de les exploiter. C'est un facteur de troubles internationaux très préoccupants. Et cela d'autant plus qu'évoluent dans ce contexte les sociétés multinationales qui exercent leur domination, dans les différents pays au-dessus de l'autorité des gouvernements. C'est un danger pour la sécurité de tous et donc pour la paix. »

Ainsi la direction de la C.G.T. tente de masquer la responsabilité des superpuissances, notamment de l'U.R.S.S., dans la déstabilisation de la situation internationale. Ce sont les visées impérialistes, hégémonistes des deux superpuissances, à l'image de l'action militaire de l'U.R.S.S. en Afghanistan, qui sont les véritables causes de la déstabilisation. Ce sont les deux superpuissances qui menacent la paix mondiale et l'U.R.S.S. a une lourde responsabilité dans l'accumulation des dangers de guerre ces derniers mois.

LA C.G.T. ET LA FEDERATION DES SYNDICATS DE CHINE

Dans cet article, la C.G.T. exprime le souhait de voir les syndicats de Chine retrouver leur place dans le mouvement syndical international. En leur reconnaissant la liberté de se déterminer comme bon leur semble en matière d'affiliation internationale, la C.G.T. s'exprime pour la première fois depuis longtemps sur le différend qui oppose les syndicats de Chine à la F.S.M. Cette volonté d'ouverture pourrait être appréciée positivement, situant la C.G.T. aux côtés des organisations syndicales du Tiers-monde si cette prise de position ne s'accompagnait pas d'une campagne visant à couvrir l'agression militaire de l'Afghanistan, pays du Tiers-monde, par la puissance soviétique. La direction confédérale C.G.T. devra tôt ou tard choisir son camp : aux côtés des peuples et des pays du Tiers-monde conformément à ses engagements de classe ou aux côtés de la superpuissance soviétique.

Enfin G. Seguy présente la conférence mondiale syndicale qui se tiendra en avril 1980 à Belgrade. Cette conférence, dont la C.G.T. partage l'initiative avec la C.F.D.T., la C.G.I.L. et les syndicats yougoslaves, constituera un événement important où les problèmes internationaux d'aujourd'hui seront au cœur des discussions.

Cette importante déclaration de G. Seguy montre la contradiction dans laquelle se trouve la C.G.T. Peut-on couvrir d'une part les actes impérialistes de l'U.R.S.S. et de l'autre vouloir œuvrer à l'unification du mouvement syndical dont une grande partie a condamné fermement l'intervention de l'U.R.S.S. en Afghanistan ? Cette importante contradiction constitue un point d'appui pour tous ceux et toutes celles qui, restant profondément attachés à la C.G.T. et au combat de la classe ouvrière contre le gouvernement Giscard-Barre, veulent voir l'action de leur confédération syndicale se situer aux côtés des peuples dans la lutte contre l'impérialisme et l'hégémonisme qu'il soit le fait de l'impérialisme U.S. ou du social impérialisme russe.

Charles Malloire

Une délégation de la fédération des syndicats de Chine reçue par la CFDT

Conduite par le vice-président de la Fédération des syndicats de Chine, la délégation chinoise a eu des entretiens avec une délégation de la C.E. de la C.F.D.T. Le compte rendu réalisé par « Syndicalisme Hebdo », à propos de cette visite, fait état de discussions portant sur « l'analyse de la situation économique, sociale et politique tant en France qu'en Chine »

« Les graves inquiétudes causées par les nouvelles tensions internationales ». Les derniers événements internationaux ont été l'occasion pour les deux organisations d'exprimer des appréciations convergentes concernant le danger que représente l'offensive du social impérialisme russe en Afghanistan.

Les positions et l'action de la C.F.D.T. ont été, selon Syndicalisme Hebdo, « largement abordées ». Enfin l'important événement que constitue la prochaine conférence syndicale mondiale qui se déroulera à Belgrade en avril 80, a fait l'objet de discussions entre les deux délégations. Cette rencontre en France, entre la C.F.D.T. et la F.S.C., fait suite aux relations bilatérales établies en 1974 lors de la visite d'une délégation de la C.F.D.T. en République populaire de Chine.

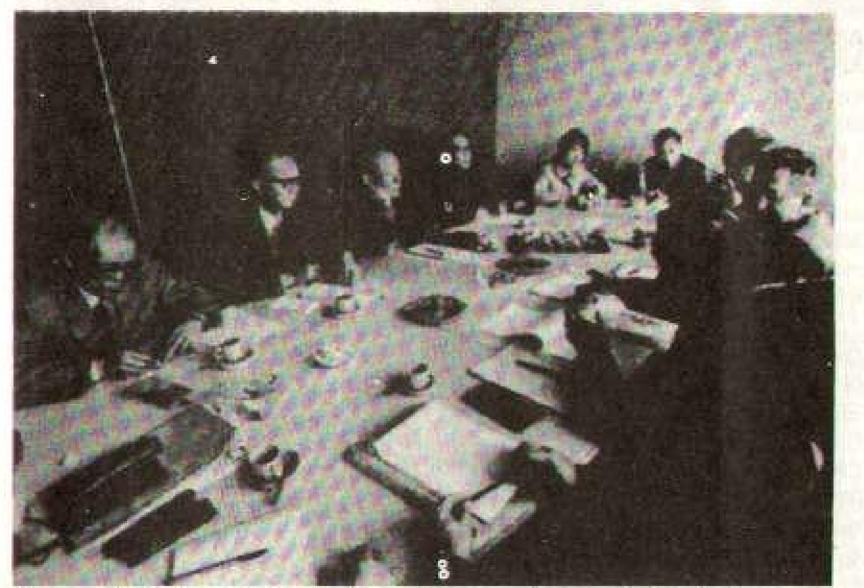
Cet événement correspond aux vœux que nous exprimons de voir les principales organisations syndicales en France établir des relations avec la Fédération des syndicats de Chine, première fédération dans le monde qui regroupe près de 600 millions d'adhérents et dont l'action œuvre à l'émancipation et au bien être de la classe ouvrière et des masses chinoises. De plus par son action au plan internationale, la F.S.C. apporte un ferme soutien aux luttes de libération des peuples et des pays contre toute politique hégémoniste et impérialiste, œuvre à la paix mondiale et apporte sa solidarité internationaliste aux classes ouvrières des autres pays.

La délégation s'est rendue en Haute Normandie et dans le Midi Pyrénnées où elle a pu largement s'entretenir avec les ouvriers de la coopérative laitière de Maronne, de Renault à Flins, à la S.N.I.A.S. La revue de la C.F.D.T. fait état de la grande curiosité de la délégation chinoise sur l'articulation des différentes organisations et le fonctionnement de la C.F.D.T. Syndicalisme Hebdo présente la mission historique du syndicalisme chinois. Celui-ci a un rôle capital à jouer dans la mobilisation et l'organisation des travailleurs dans l'effort de développement économique socialiste du pays, tout en assurant la défense des intérêts économiques et des libertés démocratiques des travailleurs.

Cette visite constitue une bonne occasion pour faire lire aux militants C.F.D.T., curieux de mieux connaître les syndicats chinois, l'article de Luc Vincent paru dans le Bimensuel nº 68. Cet article traite des relations entre le syndicat et le parti, il précise les objectifs que s'est donnée la Fédération des syndicats de Chine. Cet article contribue à lever les nombreuses incompréhensions que suscite la conception léniniste du rapport entre le parti de la classe ouvrière et l'organisation syndicale.

Ces deux organisations, du fait de leur caractère prolétarien, sont étroitement liées. Cependant, compte tenu du champ d'action spécifique du syndicat, celui-ci doit bénéficier de la plus large autonomie afin de préserver le caractère très large de sa politique d'adhésion et permettre aux travailleurs d'exprimer largement leurs opinions, leurs critiques. L'organisation syndicale doit permettre aux travailleurs, dans le cadre du socialisme, de faire valoir leurs revendications et d'assurer la défense de leurs droits démocratiques. Ainsi le syndicat constitue un instrument indispensable du parti de la classe ouvrière, instrument qui lui permet de déterminer sa politique en tenant compte le plus largement possible du point de vue des travailleurs.

Le rapprochement entre la C.F.D.T. et la Fédération des syndicats de Chine constitue un fait positif, favorable aux peuples et de nature à renforcer la solidarité internationaliste entre la classe ouvrière de France et celle de la République populaire de Chine.



Les syndicalistes chinois en discussion avec les représentants de la CFDT.

Charles Malloire

CINEMA

«L'oeil du maître» ou les dessous de la TV

Il s'agit là du premier film de ce réalisateur, et pour un coup d'essai c'est pas mal (et pourtant je suis difficile). L'objet du film, montrer les dessous de la télévision et le moins que l'on puisse dire, c'est qu'ils ne sont pas propres.

Deux arguments essentiels apparaissent dans ce film.

1) La condition des travailleurs immigrés en France.

2) « L'objectivité » de l'information dans notre système.

Plus que les états d'âme du réalisateur d'« Autopsie », qui sont présentés comme l'argument essentiel du film par les distributeurs, ce sont ces deux arguments-là que j'ai retenus.

Un jeune réalisateur monte une émission sur les « harkis » pour l'émission « Autopsie ». Au cours du tournage, un camion d'un chantier voisin arrive au village de « harkis ». Il vient chercher de la main-d'œuvre, celle du chantier, essentiellement des immigrés, est en grève.

Le réalisateur décide de se rendre sur les lieux et de tourner.

Au passage, Stéphane Kurc nous montre dans quel mépris le pouvoir tient ces gens, devenus des « parias » au sens large, rejetés par leurs frères, méprisés par ceux pour qui ils se sont battus. Ils ont été trompés pour la plupart et on les parque dans de véritables réserves.

Bien sûr l'émission sera censurée, parce qu'elle gêne énormément le patronat et l'Etat à son service. Montrer crûment des travailleurs se faire cogner par les flics, alors qu'ils défendent leur gagne-pain, cela risque de faire perdre des contrats juteux. De plus le parallèle que fait le réalisateur avec la guerre d'Algérie n'est pas fait pour arranger les choses.

« L'information objective » n'existe pas, tous ce qui sort du cadre, du carcan qu'impose la bourgeoisie ne peut qu'être censuré. Comme preuve, la « tribune libre » de la C.G.T., censurée parce qu'elle allait dénoncer la répression syndicale chez Peugeot.

Un seul regret, la qualité esthétique du film n'est pas très très bonne, mais ça c'est secondaire.

Encore un fait pour illustrer, Gaumont a refusé de distribuer ce film parce que, sans doute, cela risquait de remettre en cause de nombreux contrats juteux avec la télévision.

Claude Dhalluin

GAUMONT et LES FILMS DU SABRE présentent
MARINA VLADY
DOMINIQUE LAFFIN
OLIVIER GRANIER
PATRICK CHESNAIS
Marina VLADY La Productrice
Dominique LAFFIN La Script-Girl
Olivier GRANIER Un Journaliste
Jean-Claude BRIALY Le Directeur d'une Station régionale
L'ŒIL DU MAÎTRE
réalisé par STEPHANE KURC
avec JEAN CLAUDE DE BRIALY · MICHEL AUMONT
PIERRE TORNADE · HENRI SERRE · DANIEL GELIN

Musique du Tiers Monde

Boudé par le show-business. Colonialisme culturel pas mort.

Pourtant, irrésistiblement, les sons branchés sur les luttes du Tiers Monde prendront une place de plus en plus importante dans la culture universelle.

L'apparition de musiques nationales, populaires, là où régnait sans partage l'Occident et ses modèles, voilà sûrement un des courants profonds qui vont bouleverser le paysage musical.

Le C.A.D.A.T. (16, rue du Docteur Roux – 75015 PARIS, tél. 734 50 22) : le Centre d'accueil et de diffusion des artistes du Tiers Monde, représente désormais les artistes suivants : AKKA (rythmes et chants du Nouvel Atlas), Hedi GUELLA (Tunisie), Carlos ANDREOU (Catalogne), Fernando MARQUES (Portugal), Fawzi Al ALLEDY (Irak), Juan Jose MOSALINI (Argentine), TRABUNCHE (Chili), Bolivia MANTA (Pérou/Bolivie), Toto BISSAINTHE (Haïti), ENANJE (Cameroun), TOULAI (Turquie), MOUNKIKA (Antilles). Soyez à l'écoute !

Quelques disques :

Chanson portugaise : Jose AFONSO («Enquanto ha Força — L'escargot ESC 389)

Chanson brésilienne : Alceu VALENÇA («Esphelho Cristalino» Spalax 88-815)

Du tango : Valeria MUNARRIZ (Tango — Chant du monde, LDX 74-712)

Chili : Victor JARA («Canto por Travesara» — L'escargot, ESC 396)

THEATRE

«la musique adoucit les moeurs»

Piece de Tom Stoppard, mise en scène par Robert Dhéry.

Robert Dhéry aurait mieux fait de se cantonner dans ses « *branquignolades* » plutôt que de sévir sur la scène du Théâtre de la Ville. Le résultat : une pièce hermétique, destinée à je ne sais quelle élite, où la question essentielle n'apparaît pas : la répression contre les dissidents en U.R.S.S.

Qu'on en juge : deux hommes sont internés dans un asile psychiatrique, un d'entre-eux parce qu'il s'est opposé à la répression de l'Etat soviétique, l'autre (joué par R. Dhéry) interné on ne sait pas trop pourquoi, mais le moins que l'on puisse dire : c'est qu'il a, apparemment, un « bon grain ».

Dans cette pièce, la musique et l'orchestre tiennent un rôle important, le « fou » se figurant être chef d'orchestre. Comment comprendre ce symbole ? (parce que c'est est un ?). Après m'être bien torturé le cervelet j'ai cru comprendre : l'orchestre doit représenter la société où tout un chacun doit tenir sa place, sans faire de « couac » sous peine d'être puni. La dissidence c'est un gros « couac » pour l'Etat fasciste qui sévit en U.R.S.S.

Mais la pièce est tellement hermétique que cette question essentielle passe mal. Et ce n'est pas les pitreries pitoyables de Dhéry qui permettent de la comprendre.

En conclusion, pour faire un mauvais jeu de mots, Dhéry-soire !

suite de la page 32

TITO et le non-alignement

Le 16 avril 1955 se tient à Bandoung (Indonésie) la 1re Conférence des pays afro-asiatiques indépendants (24 en tout) depuis la fin de la guerre. Bien sûr d'autres conférences eurent lieu auparavant, mais Bandoung est l'étape importante car sa Charte en dix points, en définissant les principes de la coexistence pacifique, devint le document de base pour toutes les autres conférences et celui de l'actuel mouvement des non-alignés (voir encadré). La Conférence rend hommage aux luttes de libérations nationales et condamne vigoureusement le colonialisme de la France et de l'Angleterre et des pays européens en général. D'ailleurs, les représentants de mouvements de libération d'Algérie, du Maroc, de la Tunisie, des deux Vietnam ainsi que le Grand Mufti de Palestine y prirent la parole. Ce ne fut pas sans problèmes, car les délégués algériens et tunisiens durent sortir clandestinement de leur pays, la police française d'occupation ayant ordre de les empêcher d'y participer.

A Bandoung, se distinguent particulièrement Nehru, leader de la lutte contre l'Angleterre en Inde, Kwane Nkrumah, celui du peuple Ghanéen, Nasser qui y pose la question de la Palestine et Chou En Lai qui joue un grand rôle pour dégager une unité de pays issus de situations aussi diverses. La Yougoslavie n'y est pas présente, mais Tito avait rencontré auparavant Nasser et Nehru pour un échange de vues.

Il faut dire à cette époque, très peu de pays du Tiers-monde sont indépendants. Les impérialistes déclinants, France, Grande Bretagne mènent des luttes atroces contre leurs colonies (Afrique du Nord, Indochine, Indonésie) tandis que le nouveau venu dans la course à l'hégémonie mondiale, les U.S.A., prend leur place au nom de la liberté et du soutien aux colonisés. Il enserre les pays dans des pactes militaires (Organisation des Etats Américains, 1947, O.T.A.N. 1948, O.T.A.S.E. en Asie, 1950, A.N.Z.U.S. dans l'hémisphère Sud, 1952, C.E.N.T.O. au Moyen-Orient, 1953). Tous ces systèmes encerclent l'U.R.S.S., le camp socialiste et la Chine, et obligent les pays à se lancer « dans l'un ou l'autre camp », pro-américain ou pro-soviétique. Bandoung est donc la première tentative, couronnée de succès, pour les pays nouvellement indépendants, d'essayer d'échapper à la main mise des « deux blocs ». Il est d'ailleurs significatif que la 1re Conférence des non-alignés de 1961 ait été dénoncée par les Américains comme « communiste » et par les soviétiques comme « pro-américaine » parce que dirigée par le « traitre Tito ».

« NON-ALIGNEMENT NE VEUT PAS DIRE NEUTRALISME », Belgrade 1961

C'est en effet à Tito que revient l'honneur d'organiser et de présider la première Conférence des non-alignés en 1961. La Yougoslavie, et Tito en particulier, jouissent auprès des pays du Tiers-monde d'un grand prestige à cause de sa lutte pour son indépendance. D'abord contre les Turcs pendant cinq siècles ! puis contre l'Autriche-Hongrie et les tentatives tsaristes. Terrain de bataille en 14-18, puis envahie par les Italiens, les Bulgares, les Roumains alliés des nazis de 1940 à 1945. Une fois l'ennemi chassé il fallu encore lutter contre les prétentions de mise en tutelle par les Américains et par les Soviétiques ! Aussi une telle constance dans la volonté d'indépendance donne à Tito un grand poids et une réelle autorité pour défendre à travers les époques successives, les principes du non-alignement définis à Bandoung.

A Belgrade dans son discours inaugural, Tito dénonce « *l'exclusivisme des blocs qui est un danger pour la paix mondiale et qui empêche les autres pays de participer au règlement des litiges internationaux...* » (Tentative de débarquement U.S. à Cuba, construction du mur de Berlin, assassinat de Lumumba au Congo.) Il dénonce « *les grands Etats développés et militairement forts qui cherchent encore à décider seuls des destinées du monde, tandis que de nombreux petits et moyens pays sont considérés comme une machine à voter dans les instances internationales* ». Le non-alignement, ce n'est pas se désintéresser des affaires mondiales, mais au contraire obliger les grandes puissances à remplacer leur politique de chantage à la force par la politique de négociation. Mais bien sûr dit Tito, en 1976 à Colombo « *nous avons toujours estimé que les pays non-alignés font partie d'un monde gros de contradictions et de conflits. Les non-alignés ne sont pas épargnés, qui ont à subir en outre les conséquences d'un sous-développement relatif. Les problèmes économiques et politiques qu'ils affrontent aujourd'hui, viennent essentiellement de l'héritage colonial ou alors ils leurs sont imposés du dehors. Ils ne peuvent les résoudre qu'en faisant échec aux pressions extérieures, en levant divers obstacles et en coordonnant patiemment leurs intérêts mutuels* ». La force des non-alignés c'est leur unité.

Estelle Delmas

Les dix principes de Bandoung

1) Respect des droits humains fondamentaux conformément aux buts et aux principes de la Charte de l'O.N.U.
2) Respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de toutes les nations.
3) Reconnaissance de l'égalité de toutes les races et de toutes les nations grandes ou petites.
4) Non intervention et non ingérence dans les affaires intérieures des autres pays.
5) Respect du droit de chaque nation de se défendre individuellement ou collectivement, conformément à la Charte de l'O.N.U.
6) — Refus de recourir à des arrangements de défense collective destinés à servir les intérêts particuliers des grandes puissances, quelles qu'elles soient.
— Refus par une puissance quelle qu'elle soit, d'exercer une pression sur d'autres.
7) Abstention d'actes ou de menaces d'agression ou d'utiliser la force contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique d'un pays.
8) Règlement de tous les conflits internationaux par des moyens pacifiques tels que négociations ou conciliation, arbitrage ou règlement devant les tribunaux, ainsi que d'autres moyens pacifiques que pourront choisir les pays, conformément à la Charte de l'O.N.U.
9) Encouragement des intérêts mutuels de coopération.
10) Respect de la justice et des obligations internationales.

TITO
et le non-alignement

Josip Broz Tito est le dernier des cinq grands créateurs du non-alignement. Sa disparition de la scène internationale est une grande perte pour le mouvement qu'il a contribué à créer et à développer.

Après la mort de Nehru (1964), de Nkrumah (1964), de Nasser (1970) et de Chou En Lai (1976), celle de Tito marque incontestablement la fin d'une époque, celle où les pays colonisés, ceux qui venaient de se libérer, ceux qui se battaient encore, se sont regroupés envers et contre tous les impérialismes anciens et nouveaux, pour faire entendre, timidement au début, ce qui en vingt ans allait devenir la voix puissante du Tiers-monde.

le tiers-monde non-aligné

1955 : **Conférence de Bandoung** : 24 pays (guerre de Corée, guerre d'Indochine, guerre d'Algérie).
1961 : **1re Conférence des non-alignés** : 24 pays et 10 observateurs, à Belgrade (intensification de l'intervention U.S. au Viet-nam, entente Kennedy-Kroutchev pour régler les problèmes mondiaux).
1964 : **2e Conférence, au Caire** : 46 pays, plus 10 observateurs (la guerre en Indochine continue, décolonisation de l'Afrique).
1970 : **3e Conférence à Lusaka** : 54 pays et 9 observateurs (guerre des six jours et drois des Palestiniens, rivalité soviéto-U.S. pour les champs de pétrole).
1973 : **4e Conférence à Alger** : 96 pays (4e guerre israélo-arabe, les pays du Tiers-monde, producteurs de matières premières, se regroupent pour exiger de nouvelles relations économiques internationales).
1976 : **5e Conférence à Colombo** : 95 pays (victoires des peuples indochinois, envoi massif de Cubains en Angola et Mozambique, début de la guerre d'Érythrée).
1979 : **6e Conférence à Cuba** : 92 pays et 9 observateurs (agression vietnamienne contre le Cambodge, agression en Afghanistan, les U.S.A. chassés d'Iran).




Tito en Afrique

Tito et Nasser



suite page 31